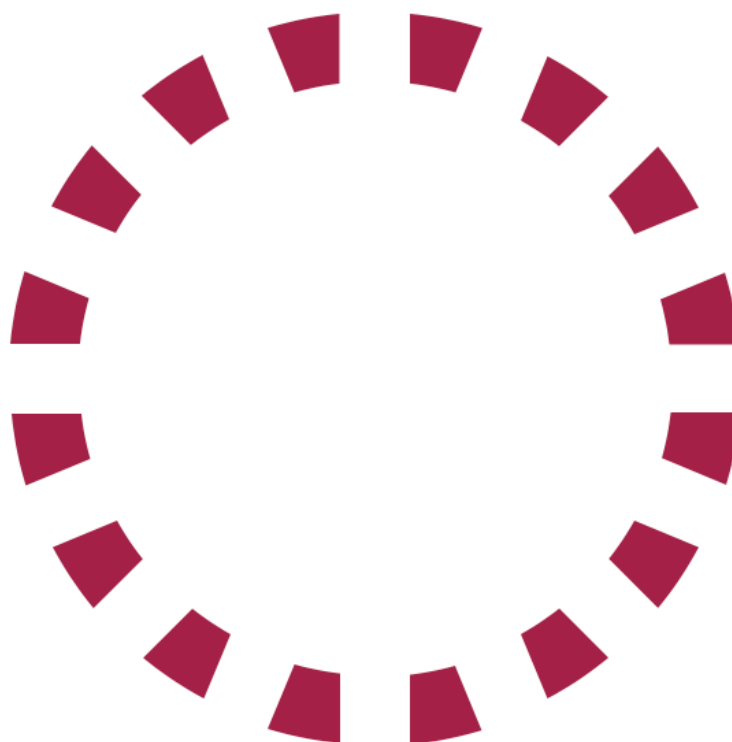


Enquête sur les perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao au Mali

« L'insécurité n'épargne personne »

Octobre 2023



Sommaire

Définitions utilisées.....	3
I. Cadre de l'enquête.....	4
II. Échantillonnage et administration du questionnaire.....	5
III. Contexte de l'enquête.....	7
IV. Résultats de l'enquête.....	10
4.1. Les perceptions de l'(in)sécurité	10
1) La perception de la situation de la situation au niveau national	10
2) La perception de la sécurité au niveau régional	12
3) Les perceptions selon les catégories de populations	15
4) Des vies quotidiennes bouleversées.....	15
4.2. La présence des acteurs de la sécurité.....	17
1) Les acteurs nationaux de la sécurité.....	17
2) Le groupe Wagner.....	20
3) Le départ de la MINUSMA	20
4.3. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité.....	22
4.4. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité.....	26
Conclusions.....	29
Recommandations.....	30

Table des graphiques

Graphique 1 : Nombre de personnes déplacées par région (Mali)	7
Graphique 2 : Nombre d'actes de violence contre les civils par région (données ACLED)	9
Graphique 3 : Perception de la sécurité au niveau national par région	11
Graphique 4 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par profession	11
Graphique 5 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par commune	12
Graphique 6 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par profession	13
Graphique 7 : Perception de la sécurité au niveau local par région.....	13
Graphique 8 : Présence de l'armée nationale au niveau du village/quartier.....	18
Graphique 9 : Présence de l'armée nationale dans le village et quartier	19
Graphique 10 : Perception de l'impact du départ de la MINUSMA par région.....	21
Graphique 11 : Rôle principal de la MINUSMA selon les populations	22
Graphique 12 : Acteurs de la sécurité avec lesquels vous avez des contacts réguliers	23
Graphique 13 : Forces contactées en cas de vol, tensions entre communautés et injustice avec les FDS	24
Graphique 14 : Attentes envers les FDS en termes de rencontres	25
Graphique 15 : Perceptions du comportement des FDS envers les communautés	26
Graphique 16 : Activités des associations de jeunes relatives à la sécurité.....	27
Graphique 17 : Activités des associations communautaires relatives à la sécurité	27
Graphique 18 : Dans quel cas particulier vous adressez-vous à un acteur de la société civile ?.....	28
Graphique 19 : Attentes envers la société civile sur les questions de sécurité	29

Définitions utilisées

Forces de défense et de sécurité	Cette appellation inclut les Forces armées maliennes (FAMa) et les forces de sécurité intérieure que sont la garde nationale, la gendarmerie et la police.
Insécurité	État de peur et d'anxiété dû à une absence ou à un manque de protection. Cet état reflète à la fois une insécurité physique et une insécurité liée à des conditions socioéconomiques dégradées. ¹
Perceptions de la sécurité	Interprétations subjectives des conditions sécuritaires objectives. La perception de la sécurité se fonde sur des réactions psychologiques à la fois aux risques et aux mesures prises pour limiter ces derniers. ² Elle peut être liée aux expériences des individus mais elle peut également avoir des liens forts avec leur identité.
Sécurité	Le terme fait référence ici à la « sécurité objective » liée à la capacité d'un État à assurer la protection de ses citoyens face aux menaces intérieures et extérieures, mais aussi à sa dimension « humaine » selon laquelle les individus et les collectivités sont protégés contre les atteintes à leur intégrité physique, psychologique et morale, causées par la violence politique ou civile, la mauvaise gouvernance juridique, les risques sanitaires ou environnementaux, et/ou par la menace de telles atteintes. ³
Violence contre les civils	Selon la définition donnée par ACLED⁴, événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément une violence envers des personnes non-combattantes et non-armées. Ces actes peuvent induire des violences sexuelles, des attaques armées directes, des kidnappings ou des disparitions forcées.

¹ Beland D. (2005), *The political construction of collective insecurity: From moral panic to blame avoidance and organized irresponsibility*. Center for European Studies, Working Paper Series 126.

² B. Schneier, 'The Psychology of Security', in: S. Vaudenay (Ed.), *AFRICACRYPT 2008*, (Springer-Verlag, 2008).

³ UNOCHA, *Définition de la sécurité humaine*, bit.ly/3Y6xpM5

⁴ Définitions données par l'ONG ACLED, bit.ly/3HfZPMM

I. Cadre de l'enquête

Ce rapport a été réalisé dans le cadre du programme *Just Future* (Avenir Juste), mis en œuvre par un consortium piloté par CORDAID qui rassemble plusieurs organisations et instituts de recherche et dont l'objectif est de soutenir les acteurs de la société civile. *Just Future* vise à établir un partenariat stratégique global avec les organisations de la société civile, afin « d'améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice », notamment par la « mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer »⁵ dans six contextes fragiles (Burundi, République démocratique du Congo, Mali, Niger, Soudan du Sud et Afghanistan).

Initiée en novembre 2021, cette recherche s'appuie sur des enquêtes de perception menées deux fois par an jusqu'en 2025. Cette seconde collecte réalisée en 2023 a été mise en œuvre sur le terrain par le Centre de recherche sur le savoir local - Point Sud. Cette recherche s'inscrit dans le deuxième objectif du programme *Just Future* visant à renforcer les capacités des organisations de la société civile.

Le questionnaire est structuré autour de quatre grandes sections :

1. Les perceptions de la sécurité aux niveaux national et local ;
2. Les acteurs de la sécurité et de l'insécurité ;
3. Les relations entre les populations et les forces de défense et de sécurité ;
4. La société civile et l'(in)sécurité.

Les objectifs de ces enquêtes sont d'identifier, sur le long terme, les acteurs de la sécurité et de mieux comprendre les relations entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité, dans les localités d'intérêt pour le programme *Just Future* et ses partenaires. Cette recherche s'appuie à la fois sur un questionnaire, sur l'observation et sur des « journaux de terrain » renseignés chaque jour par les facilitateurs et facilitatrices.

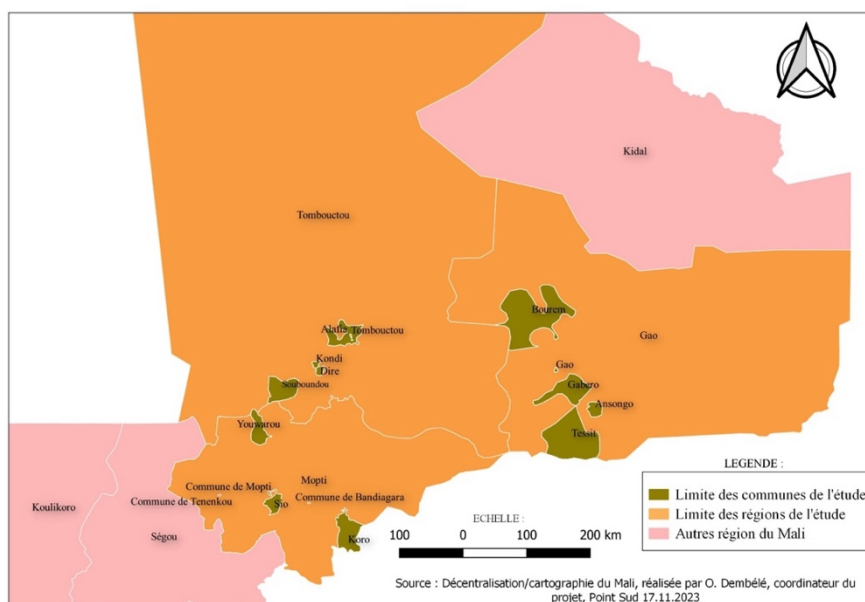
Ces données quantitatives ont pour but d'informer la société civile et les acteurs nationaux et internationaux sur les actions les plus appropriées à mettre en place concernant les questions de sécurité, ainsi que sur les organisations et les interlocuteurs à privilégier. Les journaux de terrain, quant à eux, renseignent sur les contextes dans les localités d'enquête et leur évolution. Après chaque enquête, les résultats sont discutés d'une part avec les facilitateurs et facilitatrices, d'autre part avec les organisations de la société civile, partenaires du programme *Just Future* à Bamako. Des restitutions sont ensuite organisées dans les régions avec des acteurs locaux de la société civile. Ces échanges permettent d'enrichir les résultats et analyses des données collectées auprès des populations.

⁵ Avenir Juste, Proposition de programme – octobre 2020, p.7

II. Échantillonnage et administration du questionnaire

Les questionnaires ont été administrés entre le 12 et le 31 octobre 2023 dans 4 régions et 16 localités.

Régions enquêtées	Bandiagara	Mopti	Gao	Tombouctou
% de l'échantillon	13 %	32 %	30 %	25 %



*Régions et communes enquêtées en octobre 2023 dans le cadre du projet Just Future
Cartographie du Mali, réalisée par le Dr O. Dembélé, coordinateur du projet au sein de POINT SUD.*

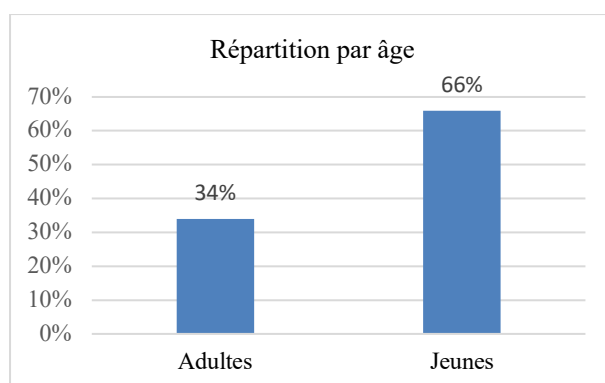
L'enquête a couvert un échantillon de 531 personnes sur la base d'estimation de populations au niveau communal.

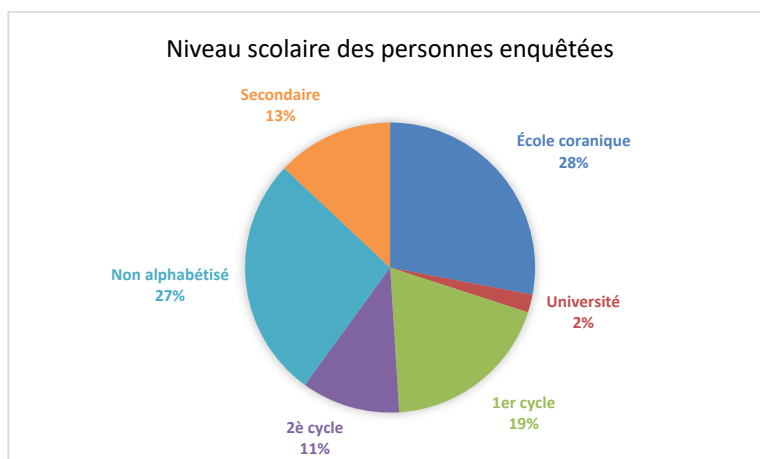
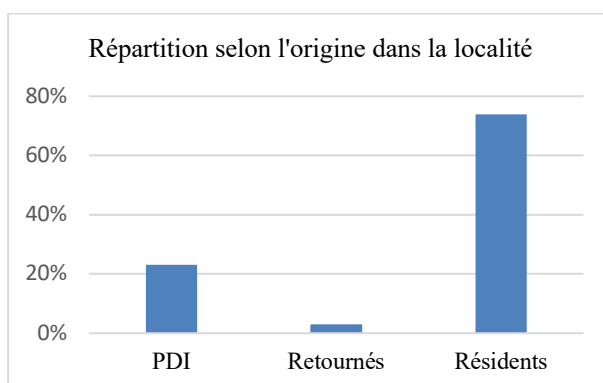
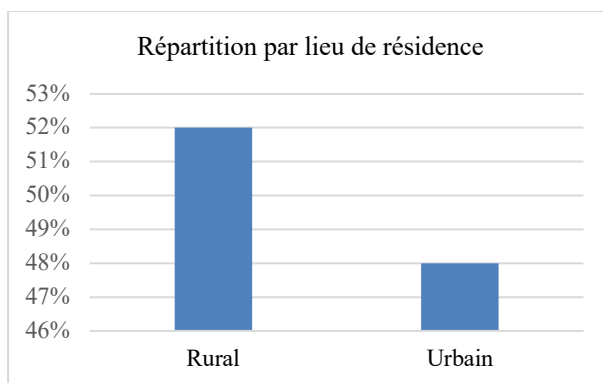


62 %



38 %





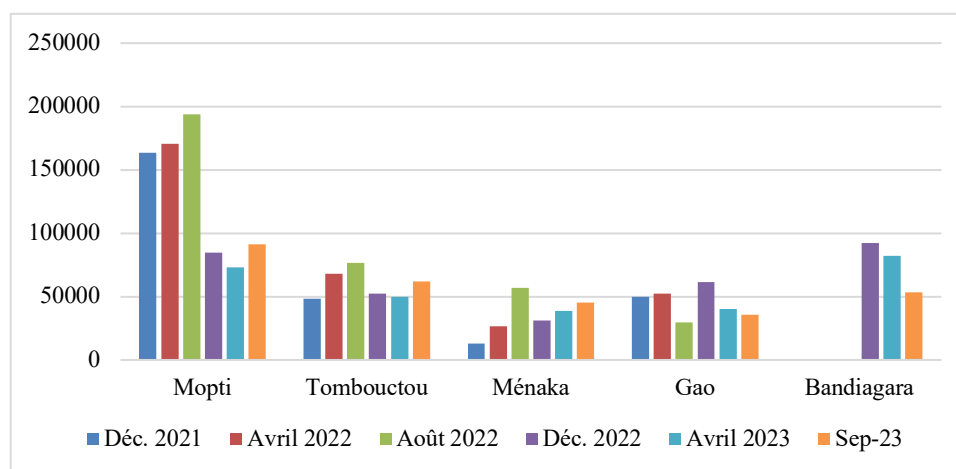
III. Contexte de l'enquête

Cette nouvelle enquête a eu lieu dans le contexte particulier d'une part de la reprise des hostilités entre les groupes armés, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et l'armée malienne à partir du mois d'août 2023 et, d'autre part, la reconquête de Kidal, engagée par l'armée malienne à partir du mois de septembre, qui entre dans la ville le 14 novembre 2023, enjeu central de souveraineté pour les autorités militaires qui dirigent le pays depuis le mois d'août 2020.

Depuis 2022, les régions de Gao et Ménaka connaissent un regain de violence avec l'offensive menée par l'État islamique du Grand Sahara (EIGS). Dans la région de Ménaka, les combats ont opposé les groupes djihadistes entre eux (EIGS contre des groupes affiliés à Al Qaida), les groupes djihadistes et ceux signataires de l'accord de paix (MSA-GATIA⁶) puis entre ces groupes et les forces de défense et de sécurité (FDS). Le nombre de personnes déplacées internes avait considérablement augmenté en 2022 dans le nord du Mali alors qu'une tendance au retour avait été observée entre septembre et décembre 2021. Les violences dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao ont provoqué la fuite de populations vers les villes, réputées plus sûres.

	Déc. 2021	Avril 2022	Août 2022	Déc. 2022	Avril 2023	Sept 2023
Mopti	163.496	170.501	193.823	84.581	73.242	91.274
Tombouctou	48.529	67.839	76.550	52.153	49.953	61.827
Ménaka	12.995	26.525	57.077	30.928	38.804	45.121
Gao	49.803	52.338	29.508	61.435	40.347	35.613
Bandiagara⁷				92.112	82.005	53.218

Graphique 1 : Nombre de personnes déplacées par région (Mali)



Source : IOM, Rapport DTM, Matrice de suivi des déplacements.

Après des mois de tensions, la guerre a repris dans le nord du Mali entre les groupes armés regroupés dans le Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD) et l'armée malienne, dès le mois d'août 2023, au moment où la MINUSMA entamait son retrait du nord du Mali. Les combats ont provoqué des déplacements de populations maliennes vers la Mauritanie et l'Algérie.⁸

⁶ Mouvement pour le salut de l'Azawad-Groupe d'auto-défense touarègue, Imrad et alliés.

⁷ La région de Bandiagara est issue du nouveau découpage administratif et correspond à une division de la région de Mopti, découpage adopté officiellement en février 2023.

⁸ Selon les chiffres du HCR d'octobre 2023, le Mali compte 375 000 déplacés et 198 000 réfugiés dont 85 942 en Mauritanie. Voir aussi pour l'Algérie, <https://www.dw.com/fr/mali-kidal-csp-psd-hcr-fama-mauritanie-alg%C3%A9rie-tamanrasset/a-67569165>

Des affrontements entre l'armée malienne et les groupes signataires ont eu lieu dans plusieurs localités, sur fond de retrait des casques bleus et de revendications des bases devant être rétrocédées aux autorités maliennes. Par exemple, à Ber dans la région de Tombouctou, des combats ont eu lieu les 11 et 12 août entre les FAMA et leurs alliés russes d'un côté et les JNIM et la CMA de l'autre. Les FAMA ont annoncé avoir pris le contrôle du camp militaire de la MINUSMA, mais la CMA s'est maintenue dans la ville. Le 7 septembre, le JNIM a revendiqué l'attaque contre le bateau de passagers en direction de Gao causant plus d'une centaine de morts⁹ ainsi que celle de la base militaire de Bamba, puis une attaque complexe à Gao le 8 septembre dans la zone aéroportuaire et contre un hôpital.¹⁰ Poursuivant son offensive, l'armée malienne a repris le contrôle de la ville d'Anéfis le 7 octobre, puis de la ville de Kidal le 14 novembre 2023.

Les opérations militaires menées dans le nord du Mali ont fortement affecté les populations civiles. Si certaines populations ont pu retourner dans leurs localités entre 2022 et septembre 2023¹¹, les attaques contre les personnes, le vol de bétail, le banditisme et les braquages continuent avec des violations des droits humains rapportées dans différentes localités, en particulier lors des patrouilles des FAMA souvent accompagnées des soldats du groupe Wagner. Des villes comme Tombouctou et Gao ont instauré des couvre-feux, réduisant ainsi le nombre d'incidents sécuritaires, mais limitant aussi les activités économiques. En revanche, les insécurités multiples sont toujours très nombreuses dans les localités autour des villes et dans les zones rurales. Tombouctou est par ailleurs soumise à un blocus du JNIM depuis le mois d'août 2023 sur les marchandises. La circulation fluviale, qui permettait d'approvisionner la ville, est à l'arrêt depuis l'attaque du bateau, augmentant encore la pression sur les habitants. Le blocus a été récemment allégé permettant aux compagnies de transport d'entrer et sortir de la ville et aux commerçants de s'y réinstaller.

En dépit de la situation et de la reprise des hostilités entre le CSP et l'armée malienne, cette nouvelle phase d'enquête a pu être menée à son terme. Une localité de la région de Tombouctou a été changée durant la phase de préparation et une autre au cours du terrain à cause des risques sécuritaires. Les équipes font preuve d'extrême prudence, respectant les normes sociales et vestimentaires lors de leurs déplacements. La contrainte majeure a été liée à leurs déplacements, les combats ayant provoqué l'arrêt des moyens de transport, surtout dans la zone de Bourem, ce qui a compliqué les déplacements de l'équipe. Les enquêteurs ont également souffert des coupures d'électricité, très longues depuis le mois de septembre dans tout le Mali, avec des contraintes pour la recharge des téléphones portables et la transmission des données.

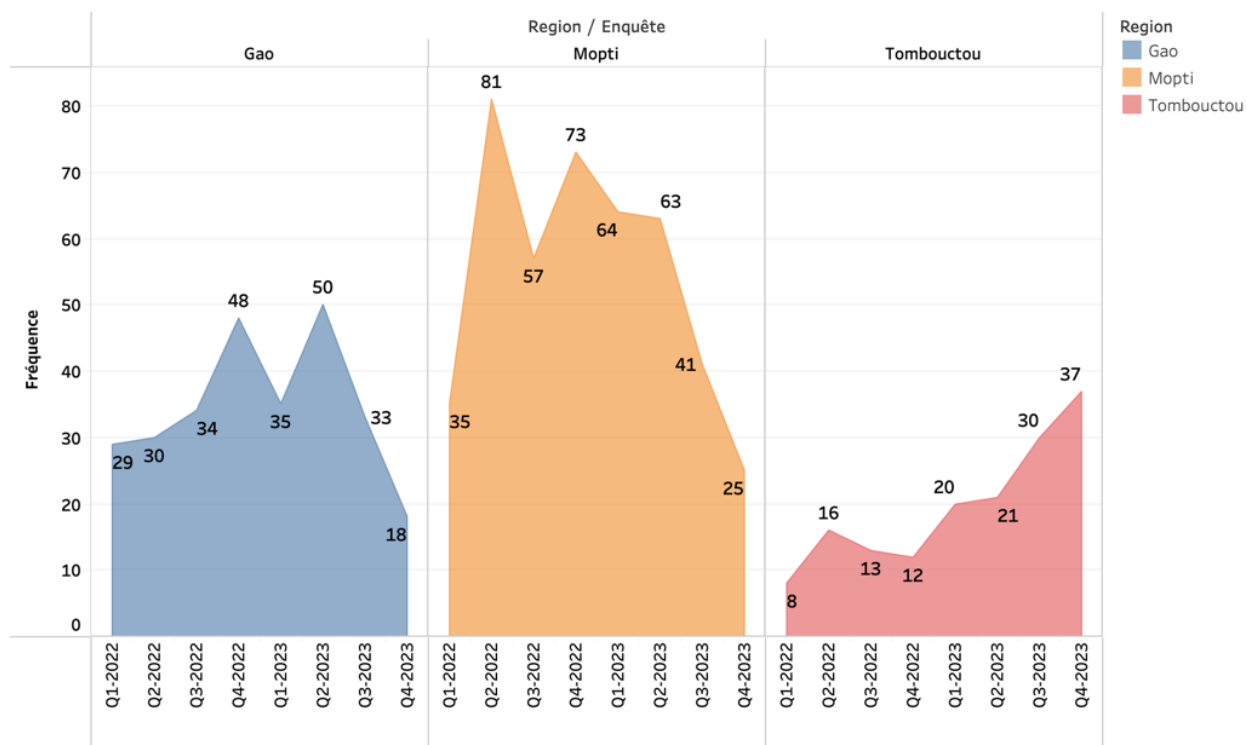
⁹<https://www.jeuneafrique.com>, <https://bitly.ws/3dum7>

¹⁰<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali>, <https://bitly.ws/3dumc>

¹¹ Le nombre de personnes déplacées internes dans la région de Gao a baissé de 42,03 % entre décembre 2022 et septembre 2023, OCHA Mali, Note d'informations humanitaires sur la région de Gao. Rapport de situation de décembre 2023, 9 janvier 2024, <https://m.reliefweb.int/report>, <https://bitly.ws/3dumf>

Graphique 2 : Nombre d'actes de violence contre les civils par région

(Données ACLED- janvier 2022-décembre 2023)



IV. Résultats de l'enquête

Le quotidien des populations reste très difficile et les échanges avec les populations reflètent bien les difficultés rencontrées par les différentes catégories de population : les activités économiques sont très ralenties et de nombreuses professions sont affectées, que ce soit à cause de l'insécurité ou de l'absence d'électricité, avec des conséquences pour de nombreuses professions. Les populations limitent leurs déplacements et s'adaptent, dans certaines zones, aux règles imposées par les groupes djihadistes¹². Sur le plan sécuritaire, les combats entre groupes djihadistes, rebelles touaregs ou les affrontements avec les FAMA sont fréquents, mais les populations subissent aussi une criminalité telle que des braquages, des enlèvements et des assassinats ciblés, des viols, etc. Les axes routiers sont réputés très peu sûrs et les populations confient éviter de se déplacer.

Si l'administration malienne reste globalement absente des régions du Nord et est limitée aux centres urbains, l'armée malienne, souvent appuyée par ses alliés russes, est beaucoup plus présente dans les régions enquêtées. Les relations entre les FDS et les populations sont qualifiées de bonnes : leur présence rassure et témoigne d'une volonté de combattre « l'ennemi commun ». L'adhésion au récit porté par les autorités militaires de « montée en puissance » et de reprise en main de la souveraineté nationale reste forte, même si quelques voix laissent entendre que la paix est encore loin. Le départ de la MINUSMA n'est pas vécu comme une source d'inquiétude pour les populations de ces régions, sauf sur le plan économique. Enfin, la société civile a plus de mal à poursuivre ses activités faute de moyens mais aussi en raison de l'insécurité. Les attentes sont fortes en matière de sécurité et les résultats montrent de fortes attentes des populations : sécurisation des localités et échanges d'informations sur la situation sécuritaire en particulier avec les FDS. Du fait du contexte, les populations veulent s'investir sur ces questions, mais il existe peu de cadres et les activités de sensibilisation sont considérées comme insuffisantes.

4.1. Les perceptions de l'(in)sécurité

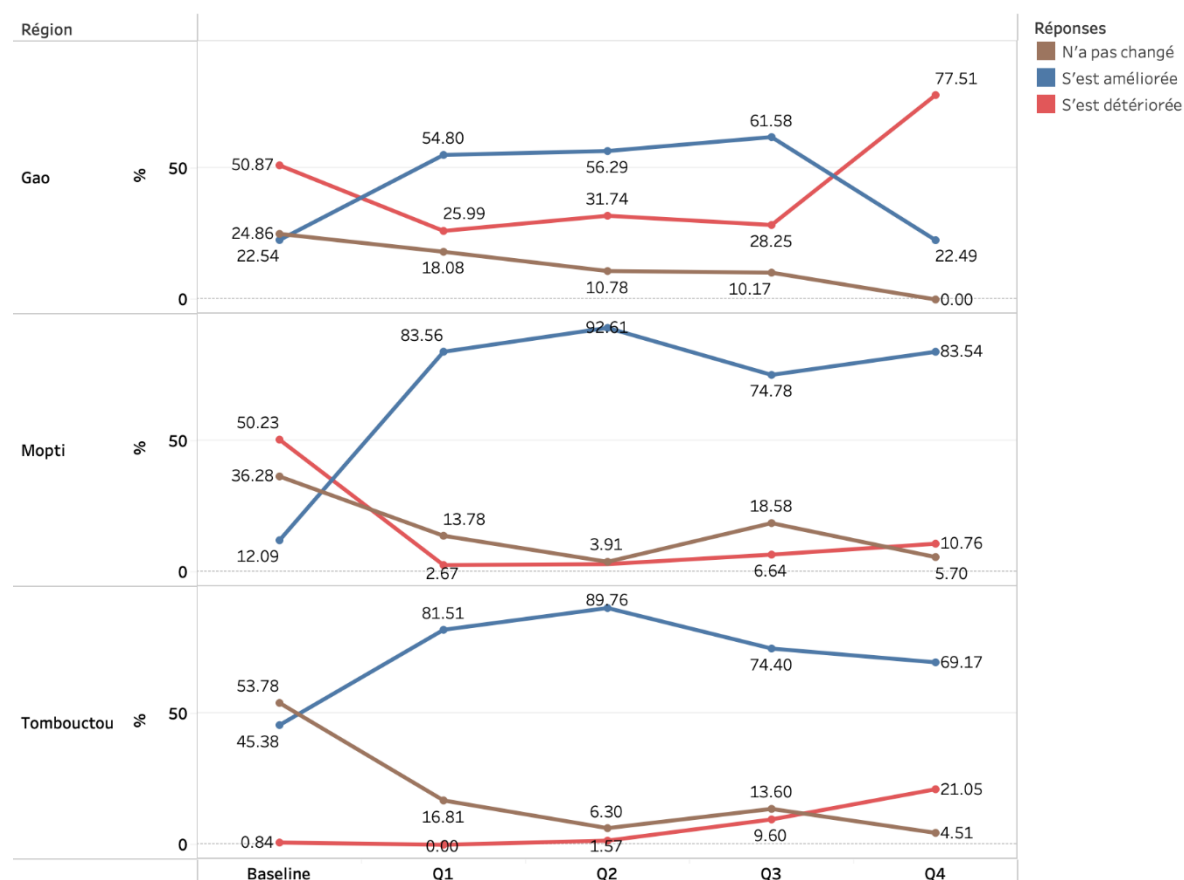
« Ni le monde rural, ni le monde urbain n'est épargné » (Journal de terrain, Bourem, octobre 2023).

1) La perception de la situation au niveau national

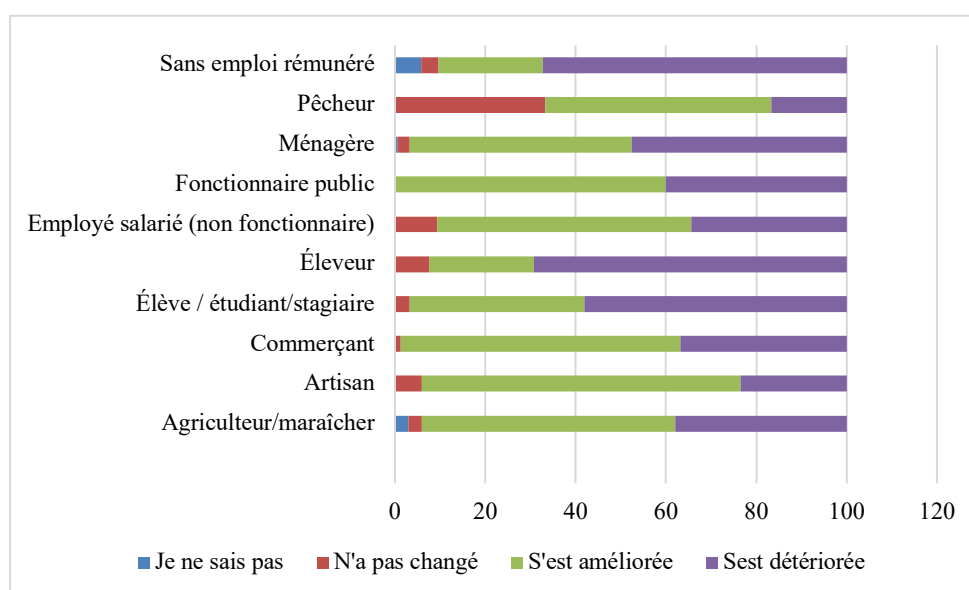
Au niveau national, cette enquête montre un net infléchissement de la perception de la sécurité. **Si en mars 2023, les répondants rapportaient une amélioration de la situation sécuritaire à 70 %, ils ne sont que 50 % en octobre 2023 à penser que la situation s'est améliorée et 45 % à dire qu'elle se détériore.** Les perceptions sont différentes selon les régions puisque 90 % des répondants de Bandiagara et 77 % de Gao rapportent que la situation s'est détériorée contre 83 % dans la région de Mopti et 69 % dans celle de Tombouctou qui estiment, au contraire, que la situation s'est améliorée. Des couvre-feux ont été instaurés dans les régions de Gao et Tombouctou, notamment à Gao depuis le 8 septembre à la suite d'une attaque contre des camps militaires. Les communes où la perception de la dégradation de la situation nationale est la plus marquée sont celles d'Ansongo (100 % des répondants), Bandiagara, Bourem, Gabero, Gao et Tessit. **Il est également intéressant de noter qu'une majorité de femmes (54 %) disent que la situation s'est améliorée contre 51 % des hommes qui la perçoivent comme détériorée.** Enfin, les trois catégories socio-professionnelles pour lesquelles la situation s'est le plus dégradée sont les personnes sans emploi rémunéré, les éleveurs et les élèves/étudiants.

¹² Séparation des hommes et des femmes dans les lieux publics, arrêt des activités sociales, interdiction de cultiver les champs éloignés, paiement de la *zakât* sur les récoltes, etc.

Graphique 3 : Perception de la sécurité au niveau national par région



Graphique 4 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par profession



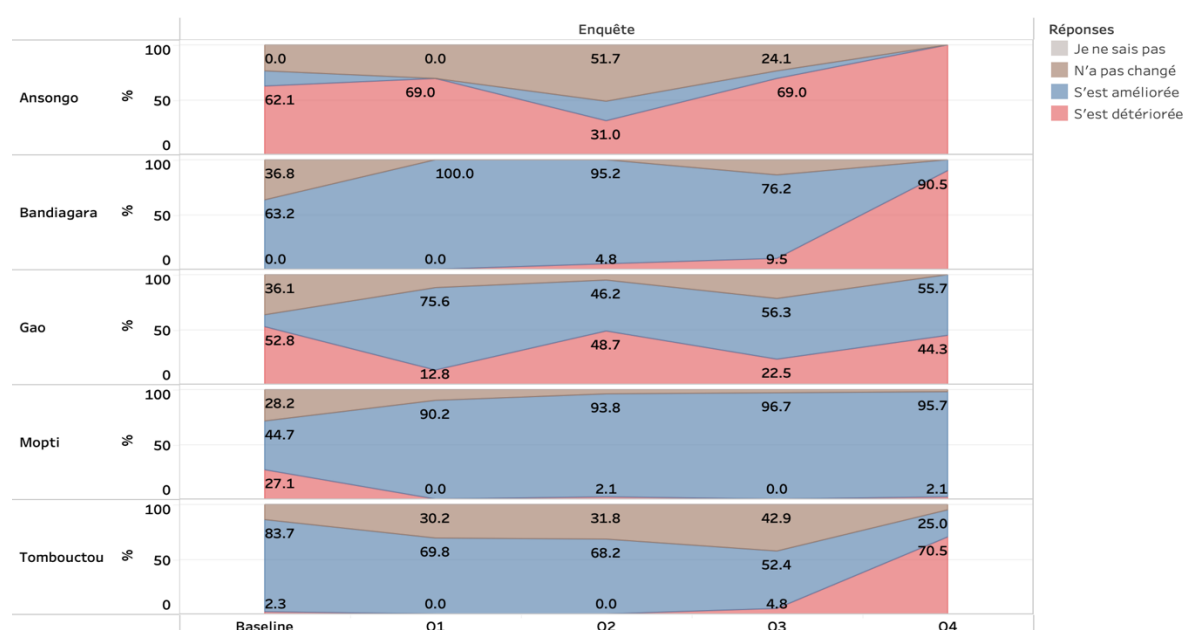
2) La perception de la sécurité au niveau local

Au niveau local, la situation est perçue comme s'étant améliorée par 52 % des répondants contre 43 % qui disent qu'elle s'est détériorée : **la détérioration est très fortement perçue dans les régions de Gao (75 %) et de Bandiagara (62 %)**. En revanche, à Gao ville, 58 % considèrent que la situation s'est améliorée. La perception de l'amélioration de la situation est plus marquée dans la région de Mopti (82 %) que dans celle de Tombouctou (58 %). Dans cette dernière, les populations rapportent une diminution des attaques contre les populations en ville, mais la criminalité reste importante et des tensions entre communautés ont été mentionnées. **Le manque d'opportunités économiques pour les jeunes est cité comme un facteur aggravant de la délinquance et favorisant leur recrutement par les groupes armés**. Dans la région de Mopti, les perceptions se sont améliorées, en raison d'une présence renforcée des FDS, mais les attaques n'ont pas cessé pour autant. La circulation sur les axes routiers reste difficile, notamment sur la RN15 (en particulier entre Sévaré et Bandiagara) à cause des attaques et de la présence d'engins explosifs. De même, si la situation dans les villes est meilleure, les zones situées derrière le fleuve sont davantage sous influence djihadiste. Les populations de certaines zones ne peuvent plus organiser d'événements sociaux (baptême, mariage, musique).

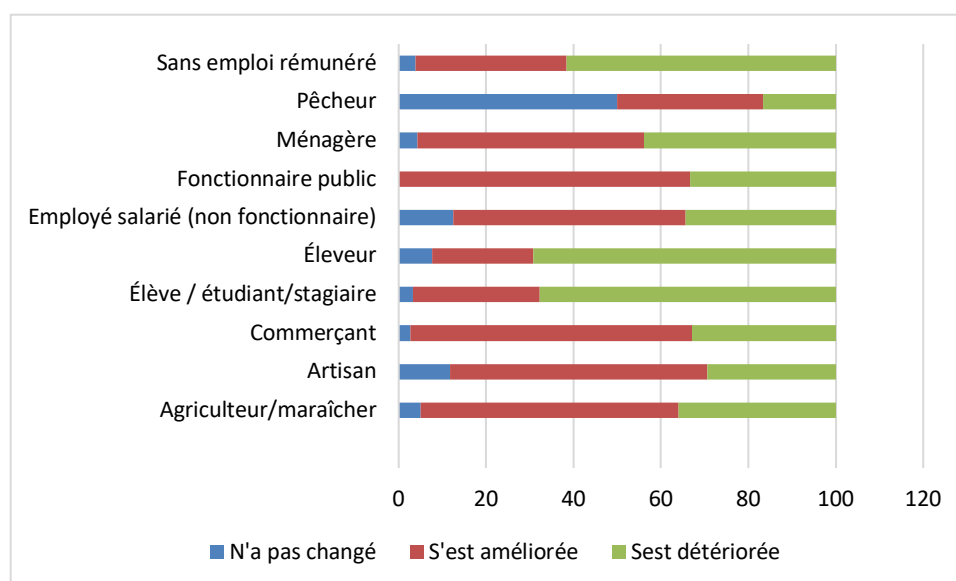
Les communes où la situation s'est le plus détériorée sont Ansongo, Bandiagara, Bourem, Gabero, Koro, Lafia, Tessit et Tombouctou ville, qui est sous blocus djihadiste. Au niveau local, les femmes sont plus enclines que les hommes à rapporter que la situation s'améliore (54 % contre 48 %). Il existe aussi une différence entre les personnes sans handicap et les personnes avec handicap pour lesquelles la situation s'est détériorée (respectivement 51 % et 55 %).

La situation s'est particulièrement dégradée à Bourem, située sur le fleuve Niger entre Gao et Kidal. Les moyens de transport sont presque tous arrêtés à la suite des récentes attaques et les réseaux de communication sont peu disponibles. Le 12 septembre, la ville a été attaquée par les groupes armés du CSP, marquant la reprise des hostilités entre le CSP et les FAMA. L'attaque de Bourem a eu lieu en pleine journée et a créé une grande panique, d'autant plus qu'elle est intervenue après les attaques de Bamba et du bateau le Tombouctou. (Observation, journal de terrain, Bourem, octobre 2023).

Graphique 5 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par commune

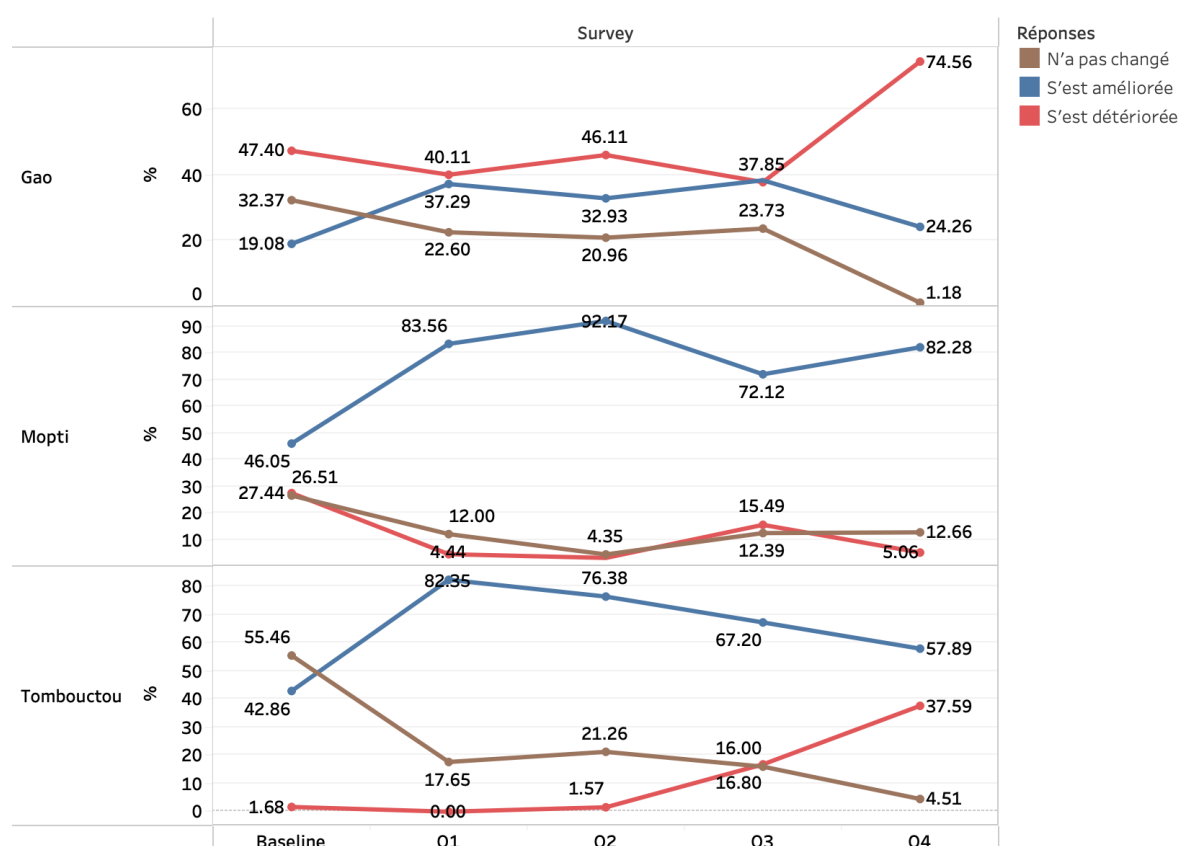


Graphique 6 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par profession



Les trois catégories socio-professionnelles pour lesquelles la situation s'est le plus dégradée sont les personnes sans emploi rémunéré, les éleveurs et les élèves/étudiants.

Graphique 7 : Perception de la sécurité au niveau local par région



Les régions du nord sont celles où les autorités sont le plus absentes, repliées dans les capitales régionales, comme Gao et Tombouctou, et « certaines administrations fonctionnent par l'aide des plantons » (Journal de terrain, Bourem, octobre 2023). La corruption, les abus et autres détournements sont dénoncés par les populations¹³.

Si la situation dans les villes est meilleure, elle est souvent très mauvaise dans les communes rurales à cause de la présence des groupes djihadistes. À la violence armée s'ajoute le contrôle social qui a conduit à la fermeture des écoles en 2023 dans la zone de Kondi où les groupes voulaient imposer l'enseignement coranique et des règles strictes d'habillement, en particulier pour les femmes.

Depuis l'attaque, la présence militaire malienne est très forte et selon les informateurs, « dans chaque rue, nous dénombrons plus de 5 à 10 militaires ». Les camps se trouvent au cœur de la ville et la liberté de circulation des populations est très restreinte dans la ville. À cela s'ajoutent l'arrêt du transport fluvial à la suite de l'attaque du bateau le Tombouctou et l'interdiction de transport du carburant. Tous ces événements ont accentué l'isolement du cercle de Bourem. (Observation, journal de terrain, Bourem, octobre 2023).

Tombouctou subit un embargo des groupes djihadistes sur les denrées de première nécessité, notamment en provenance d'Algérie et du Niger. Les bus en provenance de Bamako sont également fréquemment bloqués à Douentza et le blocus autour de Boni est maintenu. Le poisson manque dans la région de Gao car les marchands ne se déplacent plus dans les villages pour s'approvisionner en poisson.

Impact du blocus sur Tombouctou

La majorité des boutiques du grand marché sont fermées, notamment celles des commerçants arabes, créant une pénurie de certains produits, comme le carburant, l'huile, le savon, le charbon, le sucre, le lait et la farine. Cela entraîne également une augmentation des prix et un arrêt de nombreux chantiers de construction faute de matériaux (ciment, fer, gravier, etc.).

Depuis quelques mois déjà nous sommes confrontés à un embargo instaurer par les terroristes, ils ont interdit l'introduction de tout type de produits commerciaux ou non (propos d'une jeune femme handicapée, Tombouctou, 16 octobre 2023).

Plusieurs arabes ont pris peur et ils ont vidé toutes les boutiques et ont quitté la ville, pourtant ce sont eux les grands commerçants...maintenant tout est cher... (propos d'une femme résidente, Tombouctou, 16 octobre 2023).

Cette situation et le couvre-feu imposé en ville par les autorités contraignent toutes les activités économiques, comme les restaurants, les pâtisseries, certains alimentations ou encore les lieux de loisirs.

La situation est la même derrière le fleuve avec des villages « terrorisés par ces gens-là. Ils viennent chaque fois pour prendre leurs bétails et tout ce qu'ils possèdent comme biens... » (Journal de terrain, Tombouctou, octobre 2023).

Pour les trois régions, les deux principaux facteurs mentionnés expliquant cette situation sont la présence des groupes armés - proportion qui a augmenté passant de 19 % en mars à 32 % en octobre – et les attaques, les vols et les menaces contre la population (30 % contre 13 % en mars). Les enquêtés des régions de Mopti et de Bandiagara rapportent davantage la présence des groupes armés terroristes et ceux de Gao, les attaques, les vols et les menaces contre la population ; ceux de la région de Tombouctou à la fois la pauvreté, le chômage, l'insécurité alimentaire et la proximité des zones de combat. Les populations des communes de Diré, Koro, Soboundou, Tenenkou, Tessit et Youwarou sont celles qui mentionnent le plus la présence de groupes armés terroristes (GAT).

¹³ Par exemple, un casier judiciaire qui coût 750f peut être vendu jusqu'à 10.000 CFA ou le timbre fiscal de 200f à 1000 f.

Concernant leur environnement immédiat (quartier), **en octobre 2023, 58 % des répondants (contre 42 % en mars) indiquent se sentir « partiellement en sécurité », 25 % en danger et 15 % en sécurité.** Les localités où les répondants se sentent en « grand danger » sont Tessit (89 %), Ansongo (79 %) et Bandiagara (52 %) et dans une mesure moindre, Tombouctou (48 %). La raison principale du sentiment d'insécurité est la présence des GAT dans les régions de Bandiagara et Gao et la proximité des zones de combat dans la région de Tombouctou. Cette présence est aussi la principale raison avancée tant par les hommes que les femmes et les jeunes que les adultes et les personnes vivant avec un handicap.

3) Les perceptions selon les catégories de populations

Les personnes interrogées perçoivent différemment la situation selon le genre, l'âge et le statut de PDI ou réfugiés et vivant avec un handicap. **Ainsi les localités sont considérées comme étant « moyennement sûres » pour les hommes (62 %), les femmes (73 %), les jeunes (68 %), les PDI et réfugiés (72 %) et les personnes souffrant de handicap (73 %).** Les localités considérées comme « pas du tout sûres » pour toutes les catégories de populations sont celles d'Ansongo et de Tessit mais aussi Bandiagara pour les hommes.

Les raisons avancées sont une exposition plus grande aux risques à cause de leurs activités pour les hommes ou de leurs déplacements pour les femmes. Dans la région de Mopti, les répondants soulignent que les femmes sont les cibles privilégiées des groupes armés **et les jeunes sont considérés comme les cibles des groupes dans toutes les régions.** Le plus souvent, lors des déplacements, les hommes sont enlevés et les femmes et les enfants laissés sur la route. Les populations de Bankass, ayant refusé de négocier avec les GAT, sont particulièrement victimes de représailles et arrêtées sur les routes.

4) Des vies quotidiennes bouleversées

« Les terroristes envoient tout le temps des messages vocaux de menaces à travers le réseau WhatsApp... » (propos d'une jeune femme résidente, Tombouctou, 13 octobre 2023).

La situation reste très préoccupante dans toutes les régions enquêtées à cause de la présence importante des groupes djihadistes. Les populations sont particulièrement visées à travers des attaques, d'enlèvement de bétail, des viols et des braquages sur les axes routiers. Certains axes sont très souvent attaqués comme celui d'Ansongo/Labbezangou ou la RN15. Les compagnies de transport doivent s'acquitter d'une taxe annuelle aux djihadistes pour pouvoir se déplacer et il en est de même « pour les quelques populations restées sur place elles paient la zakat et obéissent aux instructions de ces occupants ». (Observation, journal de terrain, Ansongo, octobre 2023).

Nous ne pouvons plus voyager sans rencontrer les djihadistes sur la route qui fouillent les véhicules et même les pirogues pour faire descendre ou brûler tous les produits qui s'y trouvent. (Propos d'un homme adulte, résident, Tombouctou, 15 octobre 2023).

Il y a toujours l'insécurité grandissante dans le Gourma, moi-même j'ai été victime de ces djihadistes qui sont venus enlever de force leur zakât dans mes troupeaux, juste au mois de juillet passé. Tout récemment aussi comme je voyage beaucoup, sur la route nationale Tombouctou- Niafunké qui est bien goudronnée, j'ai été victime avec beaucoup de jeunes entre 12 h et 14 h en pleine journée et cela un vendredi, on a quitté Tonka à 12 h pour venir à Tombouctou et, 5 km après Tonka, on a été arrêté par les djihadistes et pendant 2 heures on est entre leurs mains, c'était un vendredi tout le monde était à la prière. Les jeunes qui étaient dans le bus, étaient des candidats au concours de la fonction publique dans les corps de la police, garde nationale, protection civile, qui était lancé. Les djihadistes leur ont déchiré tous leurs dossiers. Cela est un témoignage que j'ai vécu. (Entretien avec un imam, réalisé lors de la restitution des résultats Q4 avec les OSC, le 27 décembre 2023 à Tombouctou).

Toutes les activités économiques sont affectées : les champs de riz qui sont arrivés à maturation ne peuvent être exploités à cause des groupes armés, qui en interdisent l'accès au moment de la récolte. Les prix augmentent aussi de manière continue. Le sac de riz de 50 kg est passé de 20.000f à 40.000f

selon les données collectées lors de l'enquête. Les commerçants représentent une catégorie très visée :

Il n'y a pas longtemps un commerçant qui a quitté un village voisin était venu ici en ville pour retirer l'argent à travers orange money (...) et le monsieur en retournant au village par pinasse, il a rencontré les terroristes qui lui ont pris tout l'argent d'une valeur de 2 500 000F CFA. Ces terroristes ont également déchargé une autre pinasse remplie de céréale à destination pour Bourem... (propos d'un jeune homme résident, Tombouctou, 18 octobre 2023).

Les populations s'adaptent à l'insécurité en limitant leurs déplacements (66 %) et en modifiant les modalités de transport (12 %).

Moi j'ai beaucoup limité mes déplacements, je ne sors pas de chez moi si ce n'est pour des cas de force majeure car on ne sait d'où peut venir des tirs ou des obus. (Propos d'un homme adulte résident, Tombouctou, octobre 2023).

Les populations ne sont plus libres de leurs mouvements, en particulier dès qu'elles sortent des zones urbanisées. Certains axes sont « interdits » par les djihadistes, comme toutes les routes vers les communes de Lafia et Bourem Inaly. Les djihadistes contrôlent les véhicules et procèdent aux fouilles des passagers. Dans la région de Bandiagara, plusieurs villages environnants n'ont pas cultivé et ceux qui ont pu le faire n'ont pas pu récolter les groupes armés les chassant de leurs localités. Les foires sont aussi de moins en moins fréquentées et certaines ne se tiennent plus.

Il est aussi devenu risqué de voyager avec des documents, enveloppes, papiers ou même des factures. Comme rapporté par un jeune homme handicapé, « les djihadistes ont déchiré et ont fait avaler à des jeunes de Goundam tous les documents qu'ils avaient avec eux et qu'ils portaient à Tombouctou pour le dépôt de dossiers au concours de recrutement de l'armée. Les djihadistes leur disaient qu'ils devraient s'ajouter à eux qui sont des musulmans pour combattre les militaires qui ne sont que des cafirs... » (propos recueilli à Tombouctou, 15 octobre 2023).

Le blocus de Diondiori vu par la population du cercle

Sur le plan du commerce le blocus a réduit considérablement les activités car Diondiori ville stratégique très convoitée par les commerçants, ils sont obligés à chercher un nouveau débouché pour mener leur commerce (...) le blocus est dû au fait que l'armée a commencé d'arrêter des terroristes à Diondiori le jour de foire (...) pour riposter les GAT ont décidé de faire un blocus sur la ville, comme motif la population de Diondiori collabore avec l'armée pour dénoncer leurs partisans, plusieurs médiations ont été entreprises pour débloquer la situation, mais sans succès, la ville est assiégée par voie terrestre et fluviale, pour approvisionnement, il faut un cortège militaire pour accompagner les habitants, cette situation a poussé beaucoup à se déplacer vers Tenenkou, la sortie des populations se fait nuitamment par des pirogues. (Un commerçant, 15 octobre 2023).

Les GAT font souffrir la population interdiction des cérémonies, port des pantalons rétrécis, pas raser les barbes et la zakat sur les céréales après la récolte. (Un compagnon de voyage, 14 octobre 2023).

On ne contrôle plus rien, la ville de Diondiori, est sous le blocus des GAT, presque 4 mois rien n'a été fait jusqu'à présent, pour soulager la population, la ville se vide de sa population tous les jours. (Un élu local, 14 octobre 2023).

La situation va s'améliorer de plus en plus car les villageois ont commencé à se révolter dans le cadre de recrutement des GAT par force, ils préfèrent de quitter la ville que de leur suivre dans leurs desseins malsains, leur nombre de combattants a diminué considérablement, cela va beaucoup réduire leur mobilité. (Une commerçante, 14 octobre 2023).

On est inquiet aujourd'hui, nos parents ont décidé d'aller voir notre village de départ pour préparer notre retour au dit lieu, malheureusement la visite a mal tourné, les GAT leur ont tendu une embuscade en tuant une personne parmi eux. (Une personne déplacée interne, 15 octobre 2023).

On est sous leur règne les GAT, car à quelques km seulement de la ville c'est eux qui règnent c'est leurs lois qui sont dictées exécutées, on est exposé nous les résidents de Tenenkou, car par imprudence, si tu dis du mal qui va l'encontre des groupes armés tu es menacé de mort ou d'enlèvement, en ville ou en campagne, de manière générale personne n'est en sécurité. (Un fonctionnaire, 16 octobre 2023)

Un couvre-feu fut instauré, par les militaires, pour mieux sécuriser la ville de 20 heures à 6 heures de matin (...) une rencontre a été organisée par les ressortissants de Tenenkou résidents à Bamako avec la société civile au-devant de la grande mosquée pour discuter et chercher des voies et moyens pour la levée de blocus le 2 août 2023, mais hélas, la négociation n'a pas apporté fruit, car les GAT ont catégoriquement refuser tout dialogue. (Un conseiller local, 16 octobre 2023).

Les populations se déplacent vers des sites plus sécurisés et des villes comme Ménaka, Ansongo et Gao ont vu leurs populations considérablement augmenter. La situation des personnes déplacées est très difficile : elles ne peuvent pas subvenir aux besoins quotidiens de leurs familles. Aussi, l'arrivée continue de familles pèsent sur les familles d'accueil. À Bandiagara ville, les PDI sont regroupées dans des logements sociaux ou occupent les écoles publiques, empêchant la reprise des cours. La ville de Gao a accueilli beaucoup de PDI venant d'Ansongo, cercle où presque toutes les communes ont été déplacées, mais aussi de Bourem, de Ménaka et de Kidal.

La situation économique s'est encore dégradée. Des récoltes n'ont pas pu avoir lieu à cause de la présence des groupes armés, la fourniture en électricité est très faible et cela affecte tous les corps de métier et entraîne une baisse des revenus. Les prix continuent d'augmenter, conséquence de l'arrêt des moyens de transport ou des limitations imposées à la liberté de circulation, que ce soit de la part des FDS ou des groupes armés.

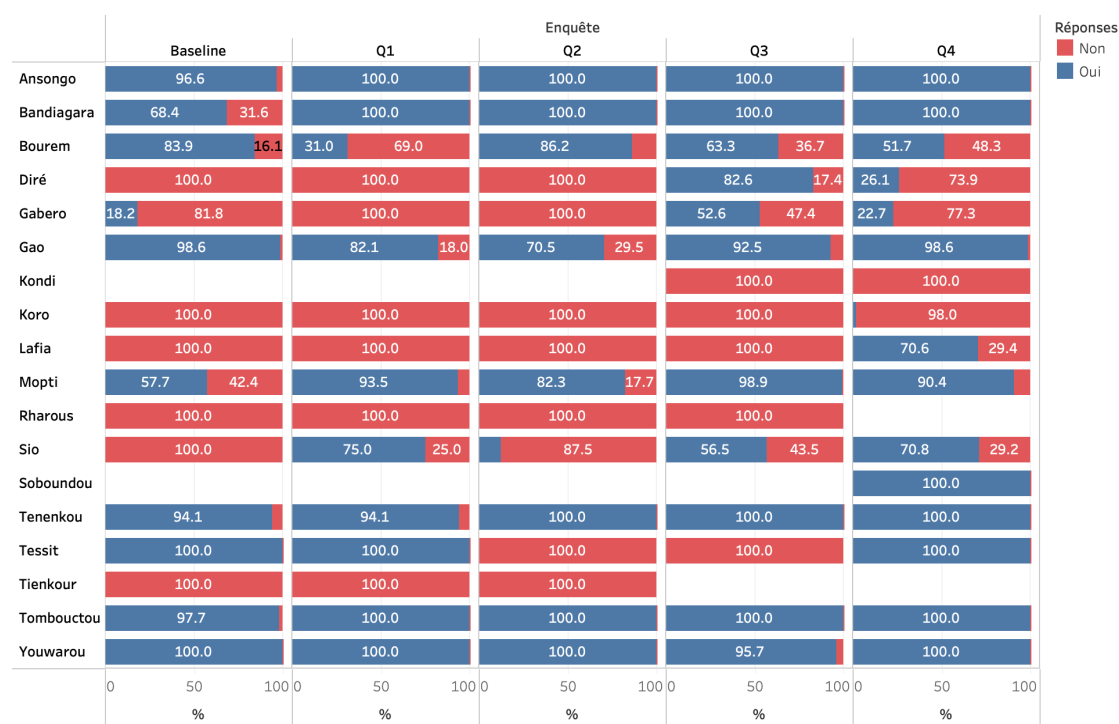
4.2. La présence des acteurs de la sécurité

La présence des acteurs varie selon les régions et les communes, mais de manière générale, les acteurs de la sécurité – armée, garde nationale, gendarmerie, police et protection civile – sont présents, en ville, dans des camps ou en patrouilles sur les axes secondaires. Par exemple, les FAMa, la garde nationale, la gendarmerie, la police, la protection civile sont présents à Sévaré, à Bandiagara, à Koro, à Ansongo (sauf la protection civile) et à Tombouctou.

1) Les acteurs nationaux de la sécurité

Au moment de l'enquête, les régions de Tombouctou et de Gao connaissaient un déploiement des FDS, souvent accompagnées de leurs alliés russes, dans le cadre de la reconquête de Kidal. Par exemple, à Bourem, ville « garnison » avec plusieurs camps situés à l'intérieur même de la ville, les FAMa, la garde nationale, la gendarmerie et les groupes armés sont présents autour de la ville. Les populations rapportent que des membres du groupe paramilitaire Wagner sont arrivés après l'attaque de la CMA. L'équipe a observé une présence renforcée des FDS après les attaques survenues au mois de septembre au moment du retrait de la MINUSMA et cette présence affecte la liberté de circulation des populations, qui se plaignent de la fréquence des contrôles. À Mopti également, les FDS procèdent souvent à des fouilles et les grandes artères de la ville sont fermées à partir de 18 h.

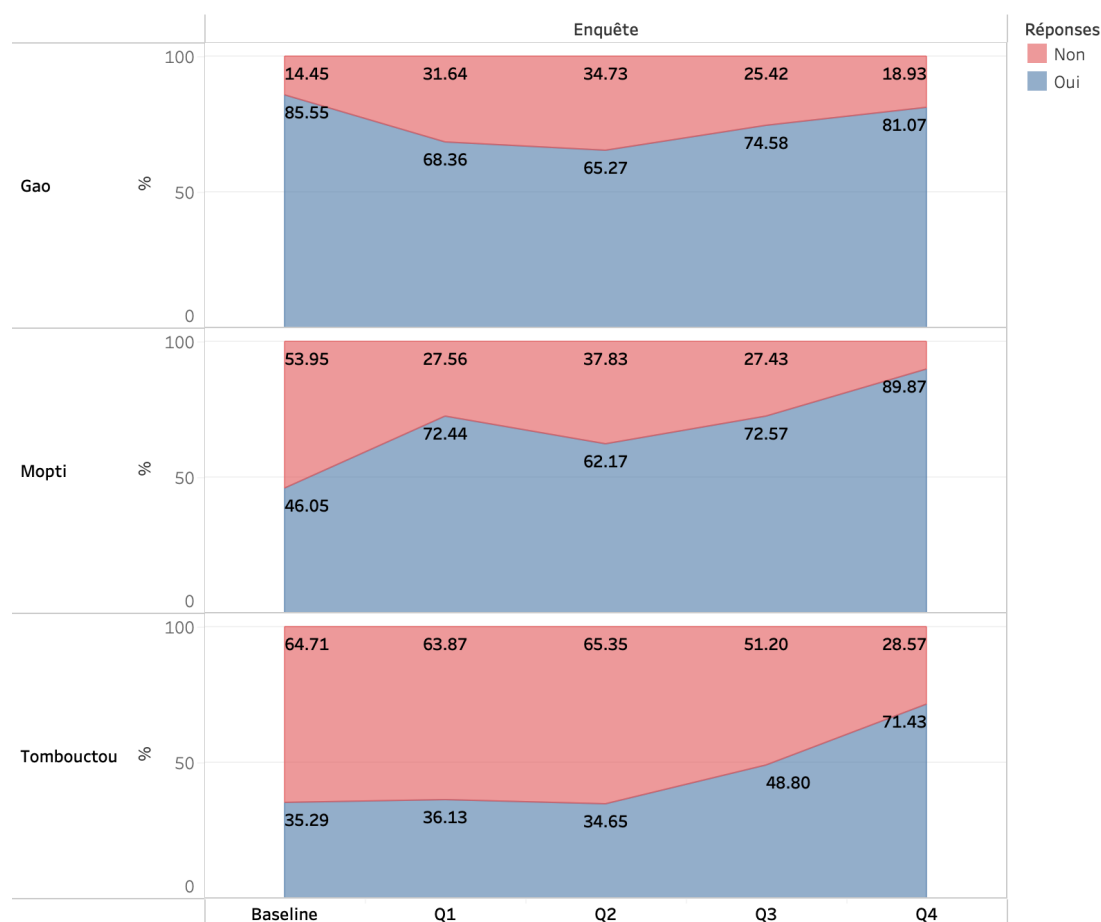
Graphique 8 : Présence de l'armée nationale au niveau du village/quartier



La confiance dans les acteurs de la sécurité reste toujours élevée (entre 80 et 95 % selon les acteurs) mais leur perception varie selon les régions et les communes. Par exemple, l'armée est perçue par 50 % des populations toutes régions confondues comme pouvant être une source d'insécurité, en particulier dans la région de Gao (87 %).

Concernant tous les acteurs nationaux - FAMa, garde nationale, gendarmerie et police – ils sont surtout considérés comme des sources d'insécurité dans les communes d'Ansongo, Bourem et Tessit. **De manière générale, les hommes et les jeunes ont des perceptions moins positives des acteurs de la sécurité que les femmes et les adultes. Les groupes d'auto-défense (79 % des répondants) et des forces étrangères (74 %) sont largement considérés comme des sources d'insécurité, en particulier dans les régions de Gao et Tombouctou.**

Graphique 9 : Présence de l'armée nationale dans le village et quartier



Lorsque ces forces sont considérées comme des sources d'insécurité, les raisons avancées varient :

- Les FAMA sont accusées de discrimination communautaire, surtout dans la région de Gao (Ansongo et Tessit), de « ne pas connaître le terrain » (les situations locales) et de recourir à la violence arbitraire dans la région de Tombouctou. Les femmes perçoivent davantage les discriminations communautaires que les hommes (90 % contre 58 %).
- Concernant la garde nationale, ce sont aussi les discriminations communautaires dans la région de Gao, en particulier par les femmes (78 %) et les adultes (80 % contre 46 % pour les jeunes).
- Concernant la gendarmerie et la police, la principale menace tient à la corruption et/ou au chantage pour 100 % des répondants (gendarmerie) et 91 % (police) dans les régions de Gao et Mopti, en particulier les localités d'Ansongo, Tessit et Tenenkou.
- Lorsque la question porte sur les groupes d'auto-défense, ce sont la violence arbitraire et/ou les comportements hors la loi qui caractérisent les relations avec les populations dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou (dont 86 % à Bourem, 100 % à Youwarou, 66 % à Tenenkou, 59 % à Tessit). Les GAD sont des acteurs importants de la sécurité, surtout dans les zones rurales. Les populations les soutiennent matériellement et financièrement, mais elles craignent leurs comportements.
- Enfin, s'agissant des forces étrangères, c'est davantage le fait qu'elles n'interviennent pas en cas d'attaque qui est ressorti des enquêtes (76 % à Gao, 67 % à Mopti et 36 % à Tombouctou).

2) Le groupe Wagner

La présence de membres du groupe Wagner est de plus en plus mentionnée et cette question est devenue moins sensible, les populations hésitant beaucoup moins à les nommer (les « Russes » ou les « militaires blancs ») et à en parler. À Bourem :

« L'arrivée du corps étranger dans la ville inquiète les populations et les poussent à être très limités dans les échanges et les interactions » mais « Les FDS mènent une campagne de mise en confiance auprès des populations (...) qu'ils ne sont là pour être contre quelqu'un mais plutôt à sécuriser les populations et leurs biens (...) Les populations espèrent seulement que cette collaboration permettra de mettre fin aux souffrances des uns et des autres. Ensuite, elles attendent des FDS à ne pas être une source de division entre les communautés, à ne pas commettre des discriminations au sein de la population, à ne pas commettre des exactions dans la ville. » (Journal de terrain, Bourem, octobre 2023).

À Ansongo, les populations rapportent que les « Russes » patrouillent avec les FAMa mais seule la ville d'Ansongo est sous le contrôle des FDS, les alentours sont contrôlés par des groupes (EIGS, JNIM, Plateforme, CMA, etc.).

3) Le départ de la MINUSMA

À la demande du gouvernement malien lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies du 16 juin 2023, le mandat de la MINUSMA a pris fin le 30 juin 2023 et le retrait a été achevé le 31 décembre 2023. Dès le mois de juillet, toutes les patrouilles et autres activités ont été suspendues. **Avec le départ de la MINUSMA, les populations se disent « confiantes » à 71 %.** La région de Bandiagara est la plus confiante (89 %), suivie par celle de Mopti (72 %), Gao (67 %) et Tombouctou (65 %). Toutefois, nous notons que certaines communes se disent inquiètes à savoir celles de Tombouctou, Lafia, Ansongo et, en particulier Bourem, qui a subi une forte attaque :

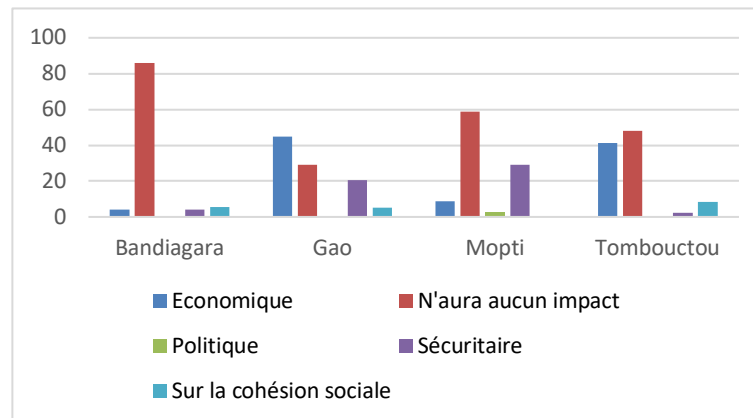
Certains disent que le Mali n'aurait pas dû rompre avec tous les partenaires, la situation est jugée dégradante et les gens affirment malgré le dispositif important déployé qu'ils ne sont pas en sécurité. (propos recueilli à Bourem, Journal de terrain, octobre 2023).

Le retrait de la MINUSMA s'est fait dans des conditions difficiles, de fortes tensions entre le gouvernement malien, accusant la MINUSMA de sabotage, de précipiter le retrait pour le mettre en difficulté et de ne pas respecter ses engagements et la MINUSMA, accusant de son côté le gouvernement malien d'empêcher son retrait dans de bonnes conditions. Dans la région d'Ansongo, le 25 octobre, un convoi logistique, rapatriant l'équipement du contingent nigérien, a été attaqué entre Ansongo et Labbezanga, blessant trois chauffeurs.

50 % pensent que le départ de la MINUSMA n'aura aucun impact, 28 % que l'impact sera économique et 16 % qu'il sera sécuritaire.

Des différences entre les régions sont à noter :

Graphique 10 : Perception de l'impact du départ de la MINUSMA par région



Les populations des communes d'Ansongo, Gao et Tombouctou pensent que l'impact principal sera économique et celles de Bourem et Tessit, qu'il sera sécuritaire. En insistant sur l'aspect économique, 34 % des répondants pensent soit que la situation économique va s'améliorer ou ne changera pas, mais 53 % des répondants de Gao pensent que la situation économique va se dégrader. Ceux de Tombouctou (les localités de Diré et Soboundou contrairement à Tombouctou ville et Lafia) considèrent que la situation économique va s'améliorer et ceux de Bandiagara et Mopti qu'elle ne changera pas.

Le départ de la MINUSMA va jouer sur notre économie parce qu'elle achète beaucoup de nos produits. Son départ va aussi entraîner beaucoup des personnes au chômage. (Propos d'une vendeuse de fruits, commune de Gao, 26 octobre 2023).

Déjà le départ de la MINUSMA a créé de sérieux problèmes, parce que la MINUSMA avait des projets et des réalisations en cours, mais avec ce départ tout est arrêté, alors que la MINUSMA avait réuni les OSC pour parler de ces projets, des projets financés à hauteur de 28 000 000, de 30 000 000, de 50 000 000 Fcfa pour l'aide au développement local de la région. Il y a eu des gens qui ont pris des crédits en espérant sur ces projets de la MINUSMA déjà acquis. (Entretien avec une animatrice de la société civile réalisé lors de la restitution des résultats Q4 avec les OSC, le 27 décembre 2023 à Tombouctou.)

Dans la région de Tombouctou et surtout à Tombouctou ville, il n'y a pas de famille qui n'avait une personne qui ne travaillait pas à la MINUSMA, et surtout des chefs de villages travaillaient également avec la MINUSMA. (Propos recueillis lors de la restitution des résultats Q4 avec les OSC, le 27 décembre 2023 à Tombouctou).

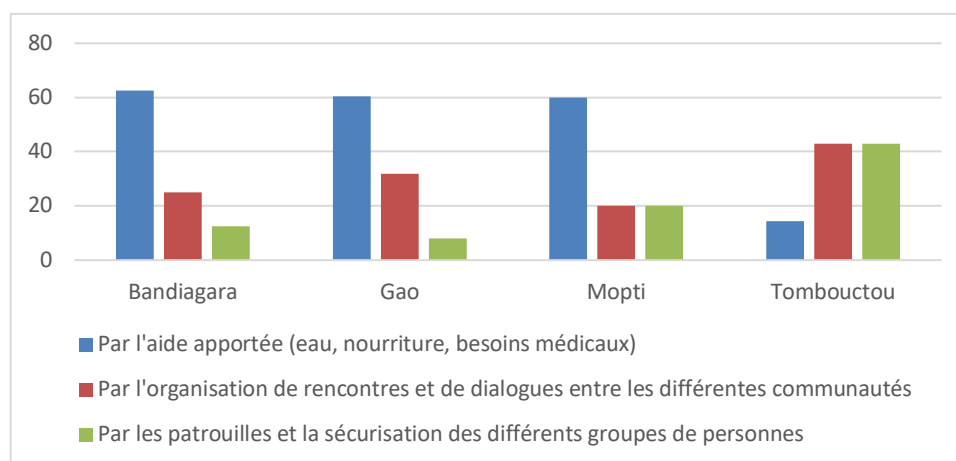
Il faut que le gouvernement essaie de trouver de l'emploi aux personnes qui travaillaient à la MINUSMA et qui se retrouvent aujourd'hui sans emploi... (Propos d'une femme adulte, commune de Tombouctou, 16 octobre 2023).

À Bourem, les populations sont mécontentes de la situation et accusent les autorités d'en être responsables en raison de la rupture avec les « partenaires stratégiques » et du départ de la MINUSMA qui employait un grand nombre de personnes, en particulier des jeunes qui subvenaient aux besoins de leurs familles et qui finançaient également des activités de jeunes entrepreneurs ou de femmes. Sans plan national économique et sans création d'opportunités économiques pour les jeunes, les populations craignent une augmentation du banditisme ou encore que les jeunes ne soient tentés de rejoindre les groupes armés. En effet, l'armée est l'un des rares secteurs à offrir des opportunités d'emploi :

La période a été marquée par le dépôt des dossiers de recrutement des jeunes dans les différents corps de l'armée, chaque jour nous constatons des attroupements des milliers de jeunes au niveau de camps militaires de Mopti pour déposer leurs dossiers (...) certains candidats crient aux réseaux mafieux mis en place par certains cadres de forces de dépense et de sécurité pour soutirer l'argent aux candidats aux différents corps de défense et de sécurité et cela à travers la sélection des dossiers sur les relations d'affinité, le paiement des sommes colossales pour pouvoir déposer ces dossiers le plus tôt possible, les coûts exagérés des frais des dossiers dans certains services mairie, commissariat et justice par des agents en complicité avec leurs chefs (Observation, journal de terrain, Mopti, octobre 2023).

71 % des répondants estiment que la MINUSMA ne jouait pas de rôle particulier dans le maintien des bonnes relations entre les communautés à l'exception de ceux des communes d'Ansongo et Bourem. **53 % mentionnent que ce rôle était davantage lié à l'aide apportée aux populations (eau, nourriture, produits médicaux) plus qu'à l'organisation de rencontres et de dialogues (32 %) ou la mise en place de patrouilles (14 %).** Les différences régionales sont présentées ci-dessous :

Graphique 11 : Rôle principal de la MINUSMA selon les populations



Selon les populations, la MINUSMA ne jouait pas non plus de rôle spécifique dans le maintien des relations avec les personnes déplacées internes et les personnes résidentes. Enfin, avec le départ de la MINUSMA, les attentes envers les FDS portent en premier choix sur la défense du territoire (67 %) et la défense des routes (33 %), en second. **Les populations placent beaucoup d'espoirs en la capacité des acteurs de sécurité pour « en finir avec le terrorisme »** (propos recueillis à Tombouctou, octobre 2023).

4.3. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité

« Aujourd'hui on peut dire que notre armée s'est réveillée et on est fier d'eux... » (propos recueilli auprès d'une jeune femme résidente, commune de Tombouctou, 18 octobre 2023).

En dépit de la persistance des insécurités, les relations entre les populations interrogées et les FDS restent qualifiées de « bonnes » (30 % contre 35 % en mars 2023) et de « normales » (43 % contre 45 % en mars). Notons cependant qu'à Ansongo et Bourem les relations ne sont « pas bonnes ».

Il y en a ceux qui soutiennent les forces de défense et de sécurité malgré leurs résultats sur le terrain. Il y a également ceux qui pensent que les forces de défense et de sécurité et surtout à travers leur partenaire russe sont en train d'asphyxier la ville d'Ansongo à travers les multiples arrestations et séquestrations de commerçants. C'est dans ce sens que la société civile a même manifesté pour demander le départ des Russes d'Ansongo et la libération de tous les commerçants détenus. (Observation, Journal de terrain, Ansongo et Tessit, octobre 2023).

Suite à cette journée ville morte à Ansongo, tous les commerces, les écoles et les marchés étaient fermés. C'était une occasion pour les organisateurs de dénoncer les arrestations et séquestrations arbitraires des vendeurs de carburants à Ansongo par les FDS et partenaires russes. Aussi, ils ont réclamé la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées. La population très remontée exige que les commerçants arrêtés soient remis à la gendarmerie pour qu'il y ait une enquête. Les manifestants disent que si les commerçants ne sont pas relâchés qu'ils bloqueront les jours à venir les routes et que seuls les FAMA et les véhicules administratifs pourront passer les barrières. Les Russes ne seront pas autorisés tant que leurs prisonniers n'auront pas été remis à la gendarmerie. Ils exigent des autorités que les Russes ne soient plus permis d'opérer sans les FAMA (Observation, Journal de terrain, Ansongo, octobre 2023).

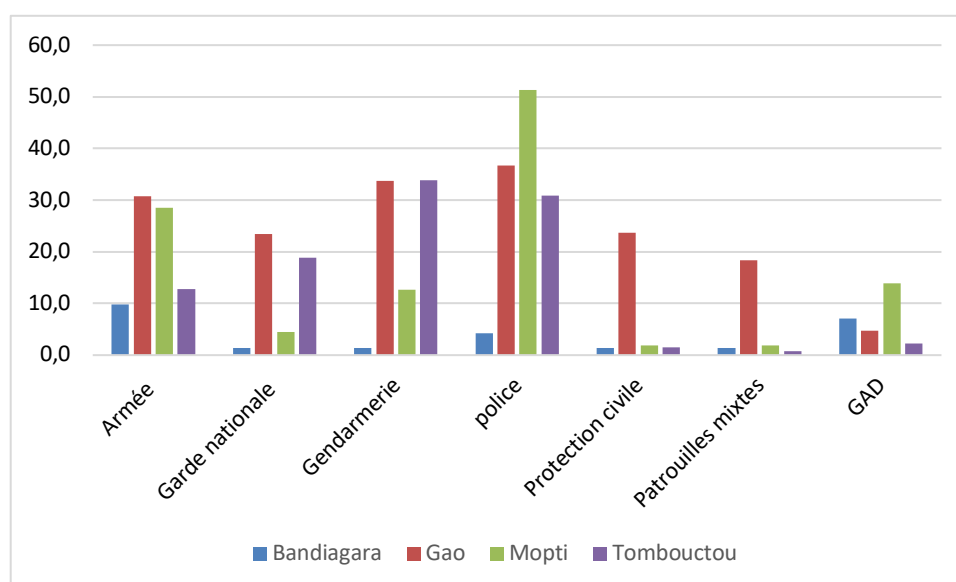
La relation entre les FDS et la population est normale (...) les militaires circulent en ville à pied en pick-up et en engin à deux roues, des échanges de mots se passent entre eux et la population, souvent de cousinage à plaisanterie entre certains cousins qui sont militaires et certains citoyens aucun problème majeur n'est à signaler. (Observation, Journal de terrain, Tenenkou, octobre 2023).

Les craintes sont en revanche exprimées en ce qui concerne les membres du groupe Wagner :

L'arrivée du corps étranger dans la ville inquiète les populations et les poussent à être très limités dans les échanges et les interactions. Les FDS mènent une campagne de mise en confiance auprès des populations. Ils invitent les populations à faire confiance aux FDS, qu'ils ne sont là pour être contre quelqu'un mais plutôt à sécuriser les populations et leurs biens. (...) Ensuite, elles attendent des FDS à ne pas être une source de division entre les communautés ; à ne pas commettre des discriminations au sein de la population, à ne pas commettre des exactions dans la ville ; attendent des FDS à être les garants de la paix ; gérer la situation avec professionnalisme. Il n'y a pas de problèmes rencontrés avec les FDS, seulement l'arrivée de Wagner inquiète beaucoup les populations. (Observation, Journal de terrain, Bourem, octobre 2023).

Le problème de la langue est souvent mentionné dans les interactions avec le groupe Wagner ainsi que leur manque de connaissance des localités. Les soldats de Wagner se livrent souvent à des arrestations arbitraires. De manière générale, la confiance dans ces forces étrangères et les groupes armés est très faible.

Graphique 12 : Acteurs de la sécurité avec lesquels vous avez des contacts réguliers



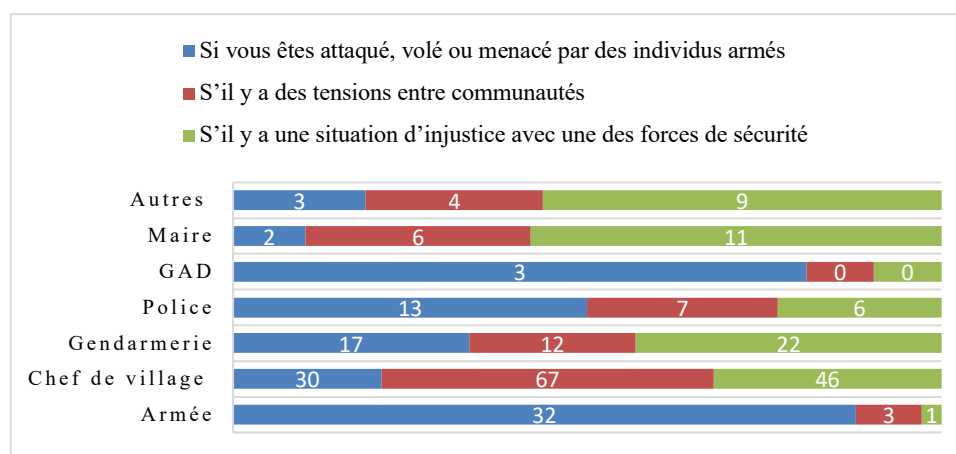
Les forces sont surtout présentes dans les centres urbains. 85 % des répondants disent qu'ils peuvent faire appel aux forces en cas de besoin et les moyens de les contacter sont variés : 40 % disent passer par les autorités du village, 35 % par un numéro vert et 24 % seraient en mesure d'aller directement au poste de sécurité. Ceux qui ne les contactent pas craignent surtout les représailles (40 %). La police est

la force la plus souvent contactée. Ceux qui ont eu un contact récent avec l'une des forces se disent satisfaits de la réponse apportée (49 %) mais les adultes sont moins satisfaits que les jeunes (35 % / 58 %) et les personnes souffrant de handicap se disent insatisfaites à 26 % contre 14 % pour l'ensemble des répondants.

Nos autorités sont nos complices qu'elles soient traditionnelles ou locales nous nous entendons de façon harmonieuse sans complication, nous travaillons main dans la main. Nous avons intérêt à nous entendre puisque le pays va mal de façon générale, nous populations et autorités et même les FDS se parlent, se concertent, se convergent, se conjuguent les efforts ensemble tout en se donnant des directives afin de pouvoir gagner contre les ennemis communs de la nation. (Propos d'un habitant de la commune rurale de Soboundou, région de Tombouctou, 16 octobre 2023).

Nous nous entendons, luttons ensemble contre l'adversaire. Nous sommes dans une situation d'impasse le plus souvent car nous ne pouvons pas aller à Tombouctou pour chercher au moins les produits de première nécessité à cause des attaques, on nous force à payer la zakat dans nos riz et bétails, le plus souvent on ne peut pas prendre une femme sur sa moto sauf sa propre femme. (Propos d'une habitante, commune rurale de Kondi, région de Tombouctou, 21 octobre 2023).

Graphique 13 : Forces contactées en cas de vol, tensions entre communautés et injustice avec les FDS

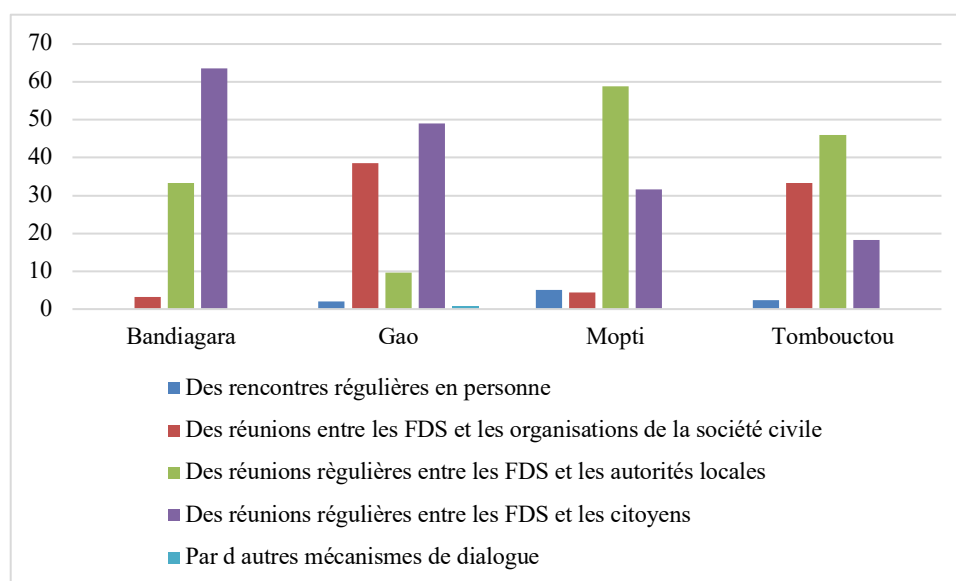


Les populations pensent que l'armée est bien formée et équipée en armes et véhicules ; en cas de tensions entre communautés, les chefs de village/quartier sont les premiers interlocuteurs, car ils sont en mesure de dialoguer avec tous les acteurs ; enfin, en cas d'injustice avec une des forces de défense et de sécurité, les enquêtés considèrent que les chefs sont à l'écoute et respectent les populations. Dans les régions de Bandiagara et Mopti, le recours aux chefs de village est plus courant que dans celles de Gao et Tombouctou.

Selon les populations enquêtées, le rôle le plus important qui doit être confié aux forces de sécurité intérieure est de surveiller le territoire (59 %) suivi par la lutte contre les groupes non-étatiques violents (22 %).

86 % des répondants souhaitent discuter avec les FDS des questions de sécurité avec, dans l'ordre, : l'armée (70 %), la police (18 %), la gendarmerie (9 %) et la garde nationale (3 %) et sous la forme de réunions entre les FDS et les citoyens (38 %), entre les FDS et les autorités locales (37 %) et entre les FDS et les organisations de la société civile (23 %).

Graphique 14 : Attentes envers les FDS en termes de rencontres



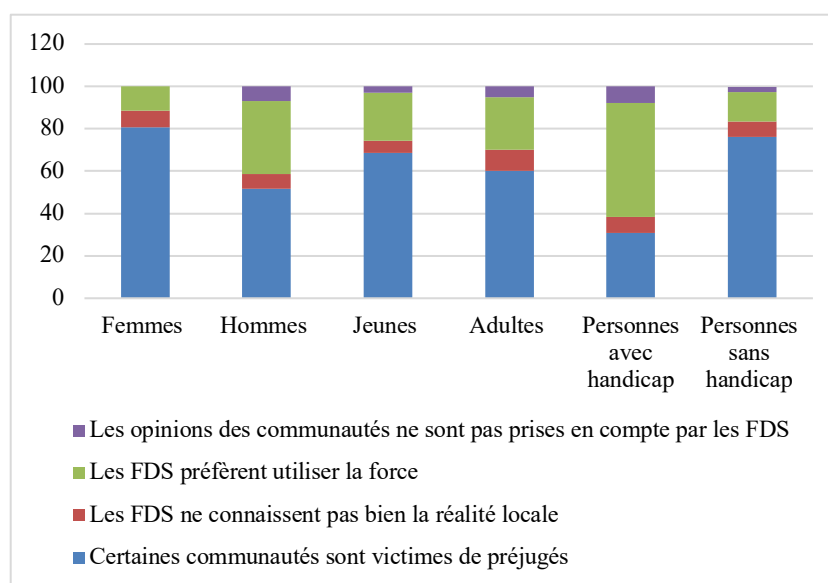
61 % des personnes interrogées pensent qu'il est possible de porter plainte contre les FDS essentiellement auprès, par ordre de préférence, des chefs de village et de quartier, de la justice et de la justice militaire. Les gens hésitent à se rendre directement aux postes :

Mais selon nos interlocuteurs souvent si les gens se rendent au poste sécurité pour fournir des informations utiles pour la sécurité nationale. Nous sommes interrogés comme des suspects cela nous pose beaucoup de problèmes. (Observation, Journal de terrain, Mopti, octobre 2023).

Surtout du côté de Tombouctou et même ailleurs, dans le domaine de la sécurité, il y a souvent des enlèvements et des attaques ciblées et même au niveau des communications et du partage des informations la population a souvent peur de les partager pour ne pas s'exposer, en plus des communications, il y a des relations qui existent entre certaines personnes et les groupes armés non étatiques, qui aboutissent à des attaques ciblées, enlèvements et souvent à des tueries, dont ils n'arrivent pas à préserver leur sécurité. (Entretien avec une femme présidente d'une association, réalisé lors de la restitution des résultats Q4 avec les OSC, le 27 décembre 2023 à Tombouctou).

79 % des répondants affirment que les FDS se comportent de la même façon avec toutes les communautés, à plus de 75 % dans les régions de Bandiagara, de Gao et de Mopti et à 58 % dans celle de Tombouctou. Dans le cas contraire, les personnes relèvent en grande majorité que certaines communautés sont victimes de préjugés (66 %), ou que les FDS préfèrent utiliser la force (27 %) ou encore que les forces connaissent mal la réalité locale (7 %). Des différences sont à noter selon les catégories de personnes :

Graphique 15 : Perceptions du comportement des FDS envers les communautés



Seulement 12 % des répondants disent que les hommes jeunes représentent la catégorie sociale la plus à risque de discrimination ou de violence de la part des FDS et 8 % désignent « certaines communautés » mais la grande majorité (64 %) a répondu qu'aucune catégorie n'est à risque. Toutefois, dans la région de Tombouctou, 33 % ont mentionné les hommes jeunes. **Ce sont davantage les catégories socio-professionnelles qui sont visées, comme les commerçants.**

De même, les personnes pensent que l'accès aux services est le même pour les femmes, les jeunes, les PDI et les personnes handicapées et quand l'accès est difficile, c'est essentiellement à cause de la peur ou la difficulté de s'exprimer.

4.4. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité

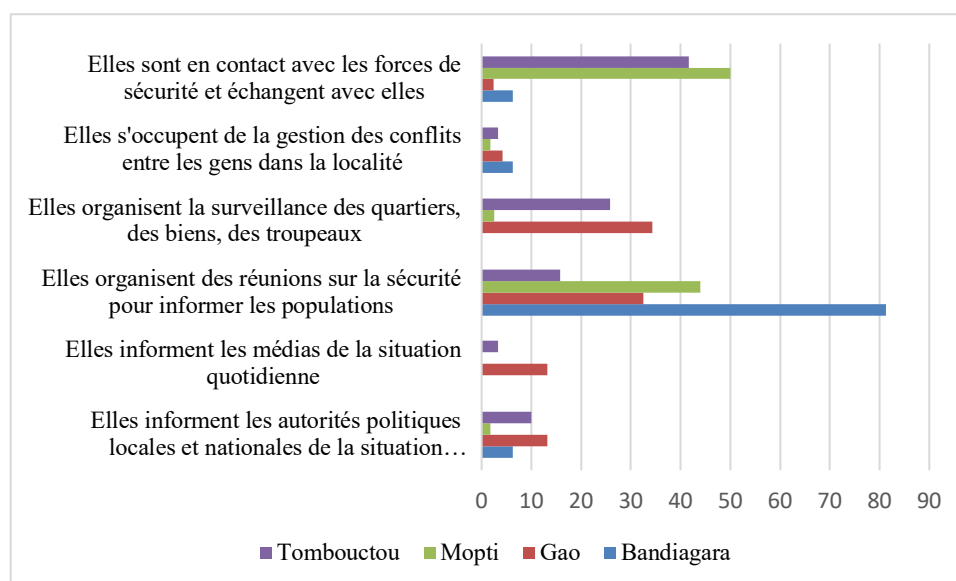
La « société civile » est très présente au niveau local sous des formes variées et les populations y associent une grande variété d'acteurs y compris les autorités traditionnelles et coutumières, les leaders religieux, les organisations de femmes ou de jeunes. Bien souvent, ce sont les mêmes personnes qui gèrent plusieurs associations. Les principales activités sont des rencontres et des séances de sensibilisation, mais peu d'actions concrètes sont mises en avant. Les acteurs les plus visibles sont, par ordre d'importance, les associations religieuses (surtout dans les régions de Gao et Tombouctou), les ONG locales et nationales, les associations professionnelles, les associations communautaires, de ressortissants et autres groupements villageois, les responsables des déplacés ou réfugiés (essentiellement dans les régions de Gao et Mopti) et les journalistes et médias.

Si les questions relatives à la sécurité devraient relever des comités locaux de sécurité, censés rassembler régulièrement les autorités locales, les forces de défense, les autorités traditionnelles et tous les acteurs pertinents, ces comités sont peu formalisés, prennent des noms et des formes différentes selon les partenaires qui les soutiennent et ont des actions limitées. Du fait du manque de cadre institutionnalisé, **la plupart des acteurs et organisations rencontrés disent s'occuper des questions de sécurité, mais les plus actives sont les organisations de jeunes, qui organisent des patrouilles de sécurité et assurent la surveillance des quartiers, des biens et des troupeaux.** Les OSC discutent avec les FDS, organisent des rencontres qui portent sur la collaboration entre les FDS et les populations, le renseignement et le partage d'informations, mais les populations peinent à voir les retombées concrètes de ces activités de sensibilisation.

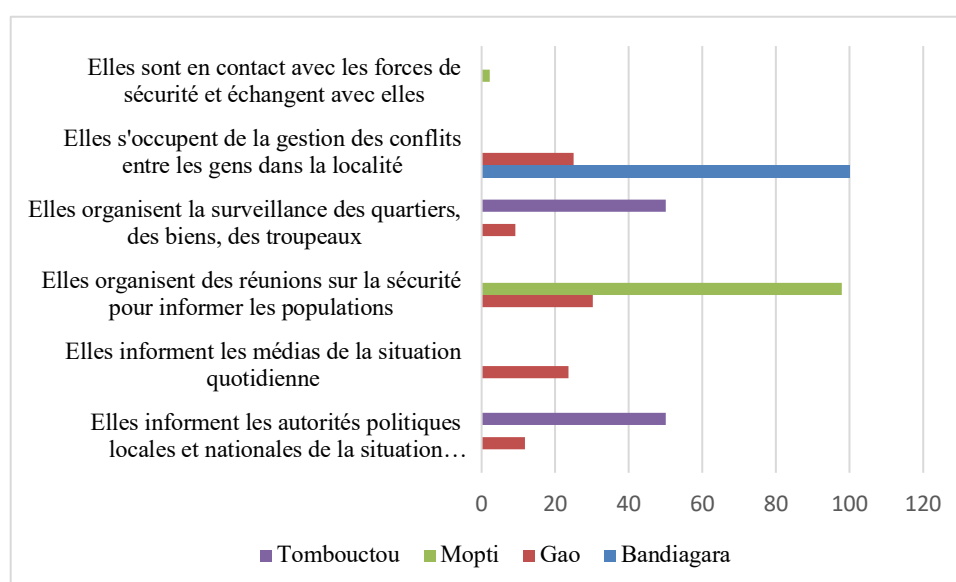
Nous travaillons pour améliorer les relations entre les populations et les FDS à travers des rencontres d'échanges et de partage d'informations avec les populations et les FDS. (Propos d'un leader de la société civile, commune de Gao, 20 octobre 2023.

La plupart des organisations de la société civile organisent des réunions sur la sécurité pour informer les populations. Certaines, comme les associations communautaires ou les organisations de défense des droits de l'homme, informent les médias, d'autres, comme les associations communautaires, s'occupent davantage de la gestion des conflits entre les gens de la localité les associations religieuses et les groupements villageois. Les associations de jeunes ou les associations communautaires, par exemple, ont des activités plus diverses relatives à la sécurité comme indiqué sur les graphiques ci-dessous :

Graphique 16 : Activités des associations de jeunes relatives à la sécurité

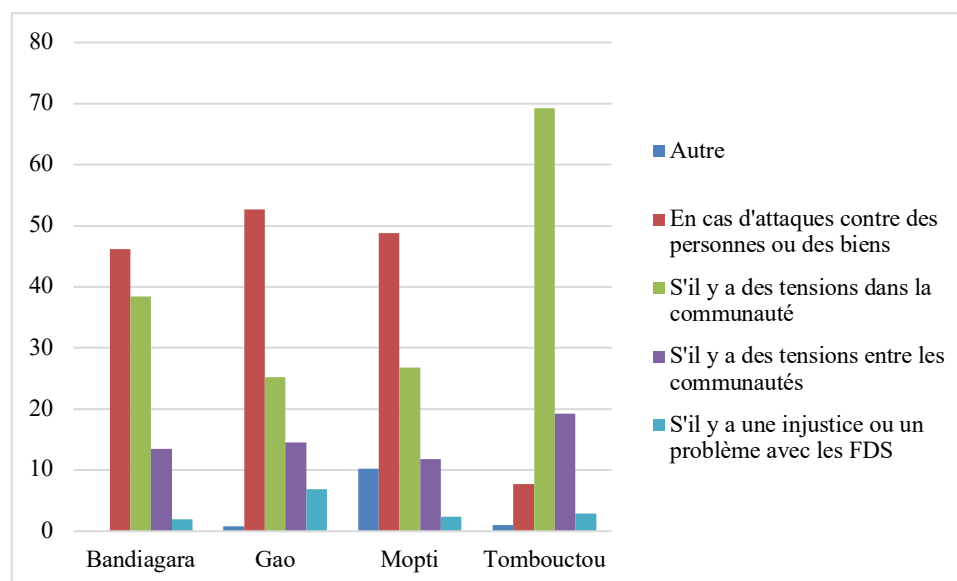


Graphique 17 : Activités des associations communautaires relatives à la sécurité



78 % dit s'adresser à un acteur de la société civile en cas de problème de sécurité, en particulier dans les cas suivants :

Graphique 18 : Dans quel cas particulier vous adressez-vous à un acteur de la société civile ?



74 % des personnes interrogées pensent que l'action de la société civile sur les questions de sécurité est efficace. Les principales contraintes perçues sont, par ordre d'importance, les suivantes :

Le manque de budget	26 %
La peur des représailles et des intimidations	21 %
L'insécurité est trop forte	17 %
L'accès limité à l'information sur la sécurité et aux FDS	15 %
Le manque de compétences/ d'informations	7 %
Le manque d'équipement de travail (ordinateur, accès internet, téléphone) et d'infrastructure (bureau)	6 %
Leur manque de transparence	3 %
Autre	3 %
Le manque de représentativité et d'inclusivité	2 %

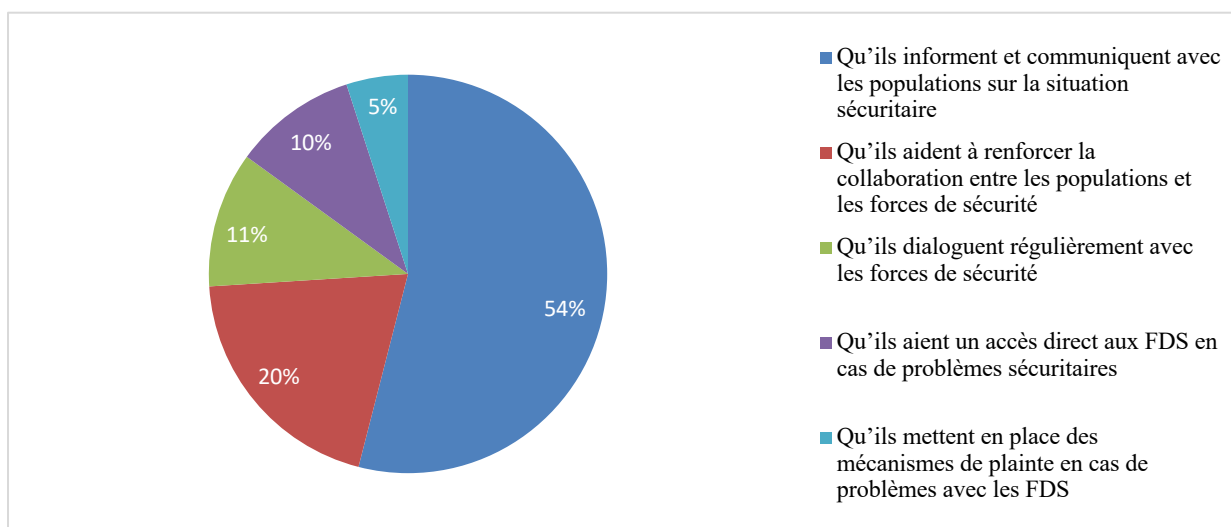
Les acteurs s'occupent *de facto* de sécurité mais les rôles et activités sont peu définis et surtout, peu s'estiment outillés, matériellement et substantivement, pour cela :

Souvent nous organisons des réunions, des assemblées villageoises dans lesquelles nous abordons les questions de sécurité (...) La société civile ne fait rien de sa propre initiative, elle attend toujours que des ONG l'appellent pour des formations où des réunions sur sécurité où de cohésion sociale. (Propos d'un leader jeune, région de Gao, le 22 Octobre 2023).

Nous ne connaissons pas notre rôle en matière de sécurité, nous avons besoin d'une formation dans ce sens. (Propos d'un leader associatif, région de Gao, 22 octobre 2023)

Notons que la peur des représailles a été mentionnée par 50 % des répondants de la région de Bandiagara contre moins de 20 % respectivement dans les autres régions.

Graphique 19 : Attentes envers la société civile sur les questions de sécurité



Conclusions

La perception de la situation sécuritaire est moins positive qu'au mois de mars 2023. La confiance dans le gouvernement de transition et sa volonté de lutter contre les groupes armés terroristes est renouvelée, mais les populations ne voient pas souvent d'amélioration de leur situation au quotidien. En particulier, les déplacements continus de populations, notamment dans la région de Bandiagara ou à Bourem, contredisent le discours officiel. Les attaques à Gao, Bourem et Tombouctou, menées parfois en plein jour, ont entraîné une psychose chez les populations, qui demandent aux autorités de « faire plus ».

Les populations sont asphyxiées économiquement entre l'augmentation des prix, les blocus de certaines villes ou les attaques contre les transports de marchandises. Face aux attaques, les autorités maliennes instaurent des couvre-feux, interdisent de circuler en pick-up ou de transporter du carburant ou des engrais (qui servent à la fabrication des explosifs), aggravant encore la baisse des activités économiques. Les atteintes à la liberté de circuler sont de plus en plus importantes et la lassitude des populations a été très souvent rapportée. L'économie est fortement sinistrée : un commerce sur le fleuve quasiment à l'arrêt, les produits de première nécessité qui ne sont plus acheminés dans certaines localités, à cause des attaques contre les transporteurs ou des blocus autour de certaines villes comme Diondori et Tombouctou. Les commerçants ne se rendent plus aux foires, les habitants vendent leur bétail, ils ne fréquentent plus les foires, ne cultivent plus les champs éloignés et évitent les zones de pâturages. Du fait des contraintes mentionnées, l'insécurité alimentaire est une inquiétude partagée.

Chaque citoyen se veut acteur de la sécurité mais le fait de « dénoncer les personnes suspectes » pose inévitablement la question des dérives possibles. Les populations sont très conscientes de la nécessité de travailler avec les FDS et les OSC pour agir contre les « ennemis communs » mais le manque de formation, d'encadrement et la peur peuvent avoir des conséquences dramatiques.

Face aux insécurités quotidiennes, les populations sollicitent une présence plus durable et une meilleure réactivité des forces étatiques de sécurité. Un maillage territorial plus développé, avec l'installation de postes de sécurité et la multiplication de patrouilles mixtes entre les forces, est attendu pour assurer la protection y compris dans les localités les plus éloignées. Les populations cherchent à survivre et à faire face aux défis économiques, sécuritaires, au chômage et à la pauvreté mais attendent de l'État des mesures et des résultats concrets.

Recommandations

- Les populations sont de plus en plus isolées les unes des autres en raison des blocus et des attaques récurrentes sur les axes routiers. Si les zones urbaines sont plus ou moins sécurisées, se déplacer en dehors des principaux axes et des villes est très dangereux que ce soit en raison du vol des biens, du bétail, des viols ou des enlèvements, etc. **Le déploiement des FDS doit être plus visible dans les zones rurales.**
- Les attaques à Gao, à Bourem et à Tombouctou ont conduit à un redéploiement des FAMa mais les discriminations conduisent à des abus à l'égard des populations civiles de la part des forces de défense et de sécurité. **Il est essentiel que les forces respectent les droits des populations.**
- **La collaboration entre les populations et les FDS peut aider à la collecte d'informations auprès des populations sur l'évolution locale de la situation sécuritaire** à condition que cela s'effectue à travers des mécanismes discrets et sécurisés (applications, points focaux, relais par les acteurs locaux de la société civile formés pour cela) pour ne pas exposer les citoyens.
- **Soutenir la mise place d'une police de proximité afin de faciliter les échanges entre les populations et les forces et atténuer la méfiance mutuelle.** Si les populations dénoncent des comportements violents de la part des FAMa, la police et la gendarmerie sont accusées de corruption et de chantage. La formation des différentes forces doit être une priorité.
- Appuyer l'institutionnalisation de comités locaux de sécurité, à l'échelle nationale.
- L'insécurité asphyxie l'économie de ces régions. **Il est indispensable de sécuriser des axes, les foires et de rompre l'isolement des zones rurales en permettant l'acheminement des produits de première nécessité,** mais aussi permettre aux populations de mener leurs activités.

Stockholm/Bamako, janvier 2024